Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste

pour le socialisme

N°26

5F

SEMAINE DU 15 AU 21 JANVIER 1981

Procès des autonomistes corses

L'ARBITRAIRE GISCARDIEN

pour le socialisme

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 15 AU 21 JANVIER 1981

N° 26 — 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

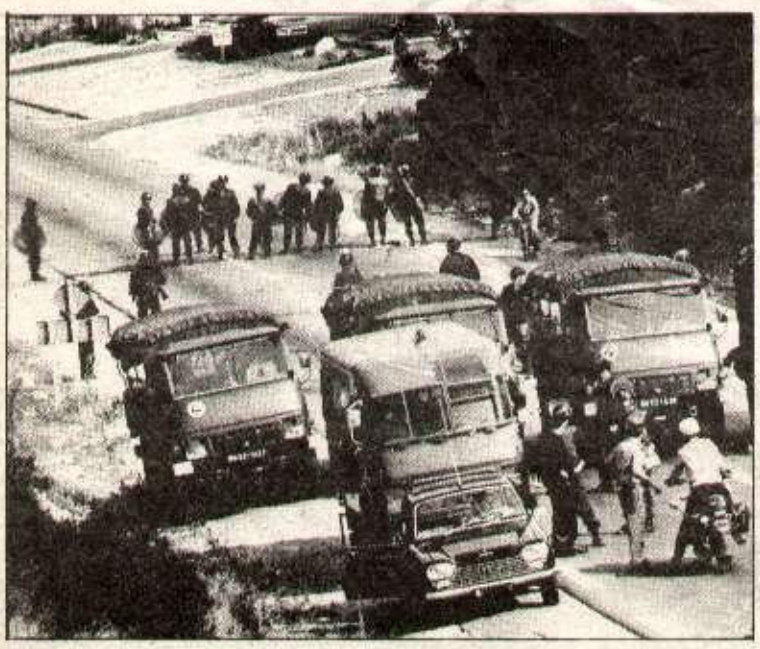
Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance écrire à :

POUR LE-SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Quadrillages policiers, deux policiers assassins laissés en liberté, militants corses emprisonnés : cynisme odieux et arbitraire giscardien



SOMMAIRE

3-4 politique

LE GISCARDISME : UNE «DEMOCRATIE FRANÇAISE» MUSCLÉE : Lors de son élection, Giscard annonçait une évolution libérale du régime. En démenti flagrant, les sept ans de son régime ont été marqués par une suite d'atteintes graves et répétées aux libertés, aux droits des travailleurs, à commencer par le droit de grève, une reprise en main de la Justice, des atteintes à la liberté de la presse.

6-7-8 politique

LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES DU PCF : L'affaire du foyer de Vitry continue de susciter remous et polémiques. Une chose au moins est sûre : le problème de la concentration des immigrés dans les communes gérées par le PCF est maintenant largement dépassé. Chaque discours de Marchais est maintenant l'occasion de développer des positions où les thèmes du chômage ou de l'insécurité sont étroitement associés à celui de l'immigration.

9-10 idées

LES 60 ANS DU PCF : Plusieurs ouvrages ont paru à l'occasion du soixantième anniversaire du PCF. Parmi eux, le livre de Philippe robrieux «Histoire intérieure du PCF» pose le problème de fond : le PCF, jouet de l'internationale ou produit de la société française ?

12-13 inter

TENSIONS EN POLOGNE : Des tensions se sont à nouveaux faites jour en Pologne ces derniers temps. Alors que les ouvriers ont marqué des points sur le problème des samedis libres, les paysans continuent leur lutte pour que soit reconnu leur droit à s'organiser eux aussi en syndicat indépendant.
Par ailleurs, les attaques soviétiques ont repris contre les travailleurs polonais et l'on entend à nouveau parler de menaces soviétiques sur la Pologne.

14 15 inter

NOUVEAUX TRAITS DE LA POLITIQUE US : Reagan veut rétablir la puissance des Etats-Unis. Cela signifie tout à la fois une accélération de la course aux armements, un durcissement de la politique à l'égard du Tiers-Monde, une accentuation des pressions à l'encontre de l'Europe destinés à assurer aux USA les possibilités de reprendre l'initiative sur l'URSS.

16-17 inter

LA SITUATION AU CHILI : La situation politique au Chili s'est sensiblement modifiée pendant le dernier trimestre de 1980 ; un référendum plébiscite qui donne le pouvoir au sanglant Pinochet jusqu'en ... 1998 si bon lui semble. En face, un accord intervenu entre la démocratie chrétienne et les partis d'Unité Populaire.
Une constante : la féroce répression de Pinochet.

20

L'INSEE MENACÉ : Les statistiques de l'INSEE ne plaisent pas beaucoup à Barre. Régulièrement, les affirmations ou les promesses du premier ministre sont démenties par les résultats chiffrés fournis par l'institut. Ainsi, Barre, imagine-t-il réduire au silence cette institution si peu coopérative.

Procès des autonomistes corses

L'ARBITRAIRE GISCARDIEN

JANVIER 1980 : la Corse est quadrillée par d'innombrables forces de police n'hésitant pas à sortir engins blindés et hélicoptères pour traquer quelques militants autonomistes de l'Union du Peuple corse «coupables» de s'être emparé de deux terroristes de Francia pour... les livrer à la police. Bilan : un CRS tué à Ajaccio — on ne sait pas par qui — et deux habitants de l'île abattus par les forces dites de l'ordre.

Janvier 1981 : ce mercredi 14, la Cour de sûreté de l'Etat ouvre un nouveau et sinistre procès. Dans le box des accusés, 17 militants corses qui risquent, à l'instar de tous leurs compatriotes traînés devant la même juridiction d'exception, de très lourdes peines de prison.

La Corse de janvier 1980, la salle où siège la Cour de sûreté, deux images qui en disent plus que de longs discours sur la réalité du pouvoir giscardien. La répression face aux légitimes revendications, et l'arbitraire face à la non moins légitime soif de justice.

LA Cour de sûreté de l'Etat giscardien nous a habitué à trop d'iniquité — qu'on se souvienne de la honteuse condamnation de Colette Meynard, condamnée à cinq ans de prison sur la base de simples présomptions — pour qu'on n'ouvre pas, ici, le dossier des faits. Que s'est-il passé en Corse en janvier 1980 ?

Depuis plusieurs années existe en Corse un mouvement baptisé Francia dont l'objectif avoué consiste à répondre par le terrorisme aux actions du FNLC indépendantiste ou de l'UPC autonomiste. En Corse, les rapports entre ce groupe de terroristes, les polices parallèles, et certains services préfectoraux, sont connus de tous. En janvier, quelques militants de l'UPC interceptent trois membres de Francia au moment où ceux-ci s'apprêtent à commettre un attentat contre un militant corse. Ils les retiennent dans une maison de Bastelica, en faisant savoir aussitôt qu'ils entendent bien les remettre à la police. Celle-ci arrive en effet, avec forces et moyens militaires, mais... pour arrêter les autonomistes. Là réside bien l'attitude centrale du pouvoir face aux revendications du peuple corse : la répression la plus démesurée face à toute revendication, fut-elle celle de voir juger des terroristes avoués.

Terrorisme policier

LES autonomistes parviennent à déjouer le piège policier et se réfugient à l'hôtel Fesch, à Ajaccio. Prise d'otage, clame aussitôt la police alors même que les clients demeurés dans l'hôtel feront savoir qu'ils n'ont en aucun cas été considérés comme tel. Mais peu importe à la police, qui entreprend aussitôt de cerner l'hôtel, de quadriller Ajaccio et d'autres villes pour faire bonne mesure, tandis que des renforts arrivent en avion du continent. Alors que la foule manifeste son opposition à la présence policière autour de l'hôtel, un coup de feu claque, un CRS s'écroule, mortellement atteint. Aussitôt, la fureur policière se déchaîne. Sans raison, un inspecteur en civil tire sur une voiture, visant le conducteur : une jeune femme, Michèle Lenck, est tuée. Peu après, à l'occasion d'un barrage de police, un gendarme ouvre le feu lui aussi : Pierre Marangoni est tué et le passager de son automobile grièvement blessé.

Peu de temps après, alors que la tension est à son comble dans l'île, les autonomistes retranchés dans l'hôtel Fesch se rendent, pour éviter des affrontements plus dramatiques.

Voilà les faits. Et voici ce qui en résulte quand s'en saisit la justice giscardisée.

Les policiers tueurs : libres

DEUX policiers ont tiré, et tué, absolument sans aucune raison, l'enquête l'a rapidement prouvé : l'un, l'inspecteur Larcher, est inculpé d'*«homicide volontaire»* et de *«tentative d'homicide volontaire»*. Mais il est totalement libre, et d'expertises en contre-expertises, son procès n'est pas près d'avoir lieu. L'autre, ou les autres, car plusieurs gendarmes ont tiré à la fois sur la même cible humaine, ont vu leur dossier mystérieusement transféré au Tribunal permanent des forces armées de Marseille. Une affaire entre militaires, donc, dans laquelle les règles normales de la justice n'ont pas cours... Libres, les policiers assassins.

Un cynisme odieux

ET les terroristes de Francia ? Certes, ils ont été arrêtés, et même inculpés tant les preuves fournies publiquement contre eux étaient accablantes. Mais leurs chefs d'inculpation («association de malfaiteurs, attentat par explosifs, transport d'armes de quatrième catégorie») ne les rend pas passible de la Cour de sûreté de l'Etat. Il est vrai qu'ils ne menacent en rien l'Etat selon Giscard. Eux auront droit à une justice «normale», et pour faire bonne mesure, l'un d'entre eux, le commandant Bertolini, a été libéré dès le 8 juillet, l'autre, l'armurier Olliel, le 21 novembre.

Libres, les terroristes de Francia.

Restent les militants corses. Les voilà, les criminels, les preneurs d'otages. Ils osent dénoncer la répression policière, l'arbitraire judiciaire. Ils osent revendiquer la liberté pour le peuple corse, opprimé économiquement, politiquement, culturellement par le pouvoir. Juridiction d'exception pour eux». Transport en avion à Paris, séparation dans diverses prisons de banlieue, une année de prison préventive pour six d'entre eux, et le cynisme le plus odieux de Peyrefitte quand ils engagent la grève de la faim qui les conduit aux portes de la mort.

Cette scandaleuse iniquité provoque à juste titre une importante réaction en Corse. Des manifestations ont eu lieu, sans cesse plus nombreuses, l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche a pris position, des élus nombreux ont multiplié les démarches. Mais ce qui se passe déborde largement du cadre de l'île, et nous concerne tous.

L'arbitraire giscardien

LES policiers qui tirent pour tuer, ce sont les mêmes que les travailleurs en grève voient débarquer au petit matin pour «évacuer» les usines occupées, ce sont les mêmes qui sillonnent les quartiers immigrés et exhibent un racisme souvent sans retenue.

C'est la police de Giscard, celle qui fait diligence pour arrêter les militants corses, mais s'affiche curieusement incapable de retrouver les criminels de la rue Copernic.

Quant à la justice, celle qui fait traîner la procédure quand il s'agit de juger Francia mais qui organise des procès à grand spectacle contre les Corses, c'est aussi la justice de Giscard.

Le cours de la justice est-il trop incertain aux yeux du pouvoir ? On fait tourner à plein une Cour de sûreté de l'Etat qui n'a eu son équivalent dans le pays qu'au moment de la noire période vichyste. L'arbitraire règne ainsi en maître. Echappant à toutes les notions, même les plus élémentaires, du droit et de la justice, le pouvoir dispsose d'un outil entièrement à sa solde, et dont il peut se servir au gré de ses choix politiques.

C'est devant le pouvoir de Giscard que vont comparaître les militants corses, c'est en luttant contre lui que nous devons exiger la libération immédiate des emprisonnés, et la dissolution de son tribunal inique.

Nicolas DUVALLOIS

politique

LE GISCARDISME : UNE «DEMOCRATIE FRANÇAISE» MUSCLÉE

Par François NOLET

Quelques jours après son élection, Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, annonçait *«une ère nouvelle de la politique française»*. La France allait entrer dans l'ère du *«libéralisme avancé»*, en rupture avec l'ère du gaullisme et du pompidolisme. Sept ans plus tard, la réalité de ce libéralisme apparaît crûment : attaques contre les travailleurs, français et immigrés ; restriction, de droit et de fait, du droit de grève ; domestication de la presse écrite et parlée ; manipulation de la Justice ; multiples atteintes à la liberté d'expression politique et syndicale. Autant de faits qui composent un régime encore plus répressif que le précédent, probablement le plus répressif depuis Vichy.

POUR l'écho qu'ont pu avoir à ce moment de telles déclarations, il faut se souvenir de ce qu'était le régime gaulliste et post-gaulliste dont la France sortait tout juste ; un régime présidentiel dans lequel le parti gaulliste (UNR, puis UDR) disposait d'une prépondérance écrasante au sein de la majorité, et se répartissait tous les postes importants de l'appareil d'Etat, au point que la formule d'Etat-UDR était couramment employée pour désigner l'ordre des choses existant. Les poursuites judiciaires contre la presse, sous le chef d'outrage au chef de l'Etat, ne se comptaient plus ; la radio-télévision courbait l'échine de déférence.

Autant de faits qui provoquaient l'exaspération non seulement de l'opposition de gauche mais aussi des centristes et autres réformateurs que Giscard se rallia. C'est tout cela qu'il promettait de changer.

Ce qu'il fit effectivement pour ce qui est de la liquidation de l'Etat-UDR. Progressivement, les gaullistes étaient mis au rencart au profit des hommes du président, et ceci à tous les postes de l'Etat de quelque importance.

Des directeurs des chaînes de radio-télévision aux cabinets ministériels en passant par le corps préfectoral, l'ensemble de l'appareil gaulliste était progressivement démantelé pour être remplacé par les hommes du président. L'Etat-UDF est désormais omniprésent, et le pouvoir le reconnaît presque lorsque Giscard avoue : *«Les équipes dirigeantes sont appelées à changer avec l'élu du peuple au pouvoir exécutif»*.

Des mesures racistes qui démentent les belles paroles du début du septennat

Une criminalisation des conflits sociaux

L'une des premières fonctions de ce pouvoir sera de tout faire pour briser la résistance de la classe ouvrière à sa politique d'austérité.

Le droit de grève se trouve limité par plusieurs moyens. Les limitations légales directes sont un de ces moyens, mais ce n'est pas le plus employé. La loi Sécurité et liberté, bientôt applicable, peut permettre d'interdire de fait une grève de cheminots, en créant une incrimination d'atteinte au fonctionnement des services de transports. Une loi restreint fortement le droit de grève à la radio-télévision.

Mais c'est surtout par l'emploi de la justice et de la police que sera dirigée l'offensive contre les travailleurs. Ordonnances d'évacuation d'usines, emploi quasi systématique des CRS contre les travailleurs en grève, complaisance envers les «syndicats» fascistes, hommes de main du patronat. Il n'est pratiquement plus un mouvement de grève avec occupation qui ne doive compter avec une intervention policière, ou au moins sa menace.

Cette répression se double de mesures particulières contre les militants syndicaux. Les licenciements de délégués syndicaux, après appel devant le ministre du travail, se comptent par centaines. Des organisations syndicales sont attaquées en justice, se voyant réclamer des dommages et intérêts pour fait de grève. Des militants syndicaux sont condamnés à des amendes, et se retrouvent parfois même en prison.

Le droit de manifestation fait l'objet, lui aussi, d'attaques particulièrement graves. La répression de la manifestation organisée par la CGT le 23 mars 1979 à Paris constitue un précédent qui fera date. Arrestations, condamnations à de lourdes peines de prison sur la base de rapports de police souvent invraisemblables ou contradictoires : le déni de justice était tel que l'affaire eut même une répercussion internationale, suscitant l'indignation dans plusieurs pays d'Europe. L'effet voulu était de persuader les manifestants potentiels qu'ils risquaient désormais de se voir lourdement condamnés pour avoir défendu leurs revendications. Le projet Peyrefitte prévoit une peine de deux ans de prison pour occupation d'une gare. Le pouvoir manifeste ainsi une volonté nette de réduire les grèves, les actions revendicatives, les manifestations à des délits de droit commun, sanctionnés comme tels.

Un sort particulier est réservé aux travailleurs immigrés, dont Giscard disait en début de septennat qu'ils *«doivent se sentir à leur place dans une société française qui les accueille»*. La démagogie des semaines de dialogue ne pourra faire oublier les mesures de fichage et d'expulsion des travailleurs immigrés, l'intervention des CRS contre la grève des loyers des foyers Sonacotra, toutes mesures qui tendant à faire des immigrés des hors-la-loi.

Le régime de Giscard, c'est aussi la scandaleuse impunité pour les auteurs de crimes racistes, le développement de groupes racistes et fascistes encouragés par la complaisance du pouvoir à leur égard. Ce n'est pas un hasard si c'est sous le règne de Giscard qu'a pu se produire l'émergence d'un courant idéologique comme la nouvelle droite, pendant théorique à des activités de groupes armés qui revendiquent ouvertement leur racisme et leur antisémitisme. Mais n'était-ce pas déjà Giscard qui utilisait l'extrême-droite pour assurer le service d'ordre de sa campagne électorale en 1974 ?

«Préserver l'indépendance de la magistrature»

Dans ces multiples attaques contre les travailleurs en lutte, français et immigrés, le pouvoir utilise la justice comme instrument privilégié de sa répression.

Le régime giscardien renforce sa mainmise sur la justice d'une façon rarement vue jusque là, au point qu'il suscite, ce faisant, des protestations dans de larges secteurs parmi les magistrats.

L'une des caractéristiques de ce régime aura été l'emploi, dans la dernière période en particulier, de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception créée pendant la guerre d'Algérie. C'est devant elle que sont actuellement jugés les militants politiques corses, ou qu'ont été envoyés, en 1975, les militants des comités de soldats. Ce n'est pas un juge d'instruction, mais un décret en Conseil des ministres qui envoie un inculpé devant cette juridiction, dont la composition même fait un instrument facilement maniable entre les mains du pouvoir.

En ce qui concerne les autres magistrats, la mise au pas s'effectue par des biais divers : dessaisissements de dossiers délicats lorsqu'ils ne sont pas traités comme on l'entend, sanctions administratives (davantage depuis 1975 que dans les cinquante années précédentes). Le projet Peyrefitte crée un carcan très contraignant pour les magistrats, en réduisant leur liberté d'appréciation (réduction de l'échelle des peines, suppression dans un certain nombre de cas de la possibilité d'octroyer le sursis pour une seconde infraction, accroissement important du rôle du Parquet, directement soumis au pouvoir central). Tout est en place pour une Justice aux ordres.

Rappelons simplement un cas récent : l'incarcération de Delpey, ex-confident de Bokassa, qui peut-être en savait trop sur certaines affaires diamantaires. Une pratique qui a été comparée de toutes parts aux lettres de cachet. Et qu'il faut rapprocher de cette déclaration du début de septennat, selon laquelle il fallait *«préserver l'acquis de nos traditions judiciaires et d'abord, fondamentalement, l'indépendance de la magistrature, indépendance vis-à-vis de toutes les puissances extérieures, vis-à-vis de tous les pouvoirs»*.

Le pluralisme : Hersant-Hachette

L'un des attributs d'un régime de démocratie libérale réside dans le pluralisme de la presse et dans l'indépendance des grands moyens d'information. De ce point de vue, le bilan du giscardisme est éloquent.

Selon la doctrine gaulliste, l'ORTF était *«la voix de la France»*, c'est-à-dire celle de son président. Giscard avait promis que cela changerait, les journalistes de la radio-télévision étant *«des journalistes comme les autres»*. S'il est vrai que le ministre de l'Information ne dicte plus au téléphone les grandes lignes du journal télévisé du soir, c'est que ce n'est plus nécessaire : le personnel journalistique de la radio-télévision a été si bien giscardisé que les journalistes en place n'éprouvent même pas l'envie d'être irrévérencieux.

Gicquel, interviewant Giscard en janvier 1976, lui demandait : *«Vous arrivez-t-il de regretter la liberté que vous avez voulu donner à la télévision ? — Jamais»*, répondit l'hôte de l'Elysée, qui n'avait effectivement pas lieu de se plaindre.

Pas question non plus d'autoriser les radios libres : la révérence doit être de mise sur les ondes.

En matière de presse écrite, c'est sous le règne de Giscard que la concentration de la presse a atteint des sommets. Par la constitution du groupe Hersant d'abord, qui concentre une série de titres impressionnante, au mépris des lois issues de la Libération. Tout récemment, l'achat du groupe Hachette par Matra vient placer dans un même groupe Europe 1, Hachette et la firme Matra, très liée à l'Etat.

Cette réduction du pluralisme de l'information par le biais des concentrations s'accompagne de pressions qui remettent en cause la liberté même de la presse. Les attaques des cousins de Giscard contre *Le Canard Enchaîné*, pour des affaires de diamants, sont évidemment couvertes par l'Elysée. Couronnement du tout : la poursuite contre *Le Monde*, qui avait eu le tort de donner crédit à l'affaire des diamants, et de commenter d'un ton critique l'utilisation de la justice. Le plus grand quotidien français attaqué en justice pour délit d'opinion (quel que soit le prétexte pénal), voilà un fait sans précédent qui, relié aux autres, montre assez clairement l'objectif giscardien de constitution d'une presse aseptisée, respectueuse, chantant les joies calmes de la France douce.

Le libéralisme constitue la définition qu'entend donner de lui-même le régime de «démocratie française». Si l'on considère les quelques points de repère que nous venons d'évoquer, on constate plutôt à l'inverse que les libertés ont largement fondu sous le soleil du giscardisme. *«Une ère nouvelle de la politique française»*, annonçait Giscard au début de son septennat. Effectivement, les libertés n'ont pas subi de telles attaques depuis longtemps. Une *«ère nouvelle»* qu'il est urgent de voir se terminer.

Milices privées : la complaisance du pouvoir «libéral»

Télévision : la déférence

LES THEMES REACTIONNAIRES DE LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES DU PCF

L'AGRESSION du foyer de Vitry a été justifiée par le PCF par l'argument, cent fois rabaché : *«Il y a trop d'immigrés dans les communes dirigées par le PCF, c'est le résultat de la politique de la droite d'entassement et de ghettos»*. Aussi, la «solution» proposée est-elle simple : *«Répartissons «équitablement» les immigrés dans les différentes communes, de droite et de gauche»*.

DEPUIS l'affaire de Vitry, les choses ont pris de l'ampleur. On a largement dépassé le problème des communes. On n'en est plus là. Plus d'un militant n'arrive pas à avaler les prises de position de la direction et les discours de Marchais où le thème du chômage est étroitement associé à celui de l'immigration. Surtout lorsque l'on se souvient qu'il n'y a pas longtemps encore, ces mêmes militants combattaient vigoureusement les idées développées sur ce thème par la droite, par exemple lorsque Chirac déclarait dans l'Est de la France : *«Un pays qui compte trois millions de chômeurs ne devrait pas avoir de problèmes pour résorber le chômage»*.

Les propos tenus par Marchais sur cette question reviennent quelles que soient les précautions oratoires à rendre les immigrés responsables du chômage. Ils aboutissent en tout cas à réveiller, réactiver, relancer, renforcer, les idées les plus arriérées, toujours prêtes à ressurgir contre «ces-immigrés-qui-nous-prennent-notre-travail».

De même à propos de «l'insécurité», thème agité parallèlement par le PCF. *«La cote d'alerte est atteinte»* peut-on lire dans un supplément spécial immigration de *L'Humanité*, diffusé massivement, juste à côté d'une photo où l'on voit une banderolle sur laquelle est écrit : *«Halte aux agressions, nous voulons travailler en toute sécurité»*. Cote d'alerte (variante du fameux «seuil de tolérance»), violence, agressions, insécurité... immigration.

Le problème des municipalités est dépassé

QUI peut encore croire qu'il s'agit seulement d'un problème de trop forte concentration d'immigrés dans certaines communes ? Ce problème ne se pose pas par exemple à Rennes ou la population immigrée représente un pourcentage nettement inférieur à 2 %. Et cependant, les élus du PCF au conseil municipal viennent de faire connaître leur opposition à la construction du centre culturel islamique au nom d'une lutte *«contre les ghettos HLM et culturels»* (sic).

Le problème de la concentration des immigrés dans les «communes ouvrières» est ainsi largement dépassé. La démarche entreprise situe la question au niveau du territoire national tout entier. La direction du PCF est engagée dans une opération anti-immigrés à l'échelle nationale. Elle n'hésite pas pour cela à faire campagne sur les thèmes les plus réactionnaires habituellement développés par la droite ; chômage, insécurité, responsables : les immigrés.

Après le délire verbal, l'agression du foyer, la manifestation tricolore dans les rues de Vitry, on est en droit de se poser la question : jusqu'où iront-ils ? A quand par exemple, les expulsions de familles immigrées à Vénissieux comme l'a menacé le maire PCF Marcel Houël ?

Le brusque déchainement des responsables du PCF contre les travailleurs immigrés en a surpris plus d'un. Mais enfin, s'est-on largement interrogé, pourquoi ? La période fournit évidemment un premier élément de réponse : à quelques mois, quelques semaines des élections présidentielles, le candidat Marchais va essayer de ratisser large, de ramasser le maximum de voix, y compris en flattant les idées les plus arriérées, ou carrément racistes. Comme de toutes façons, les immigrés, çà ne vote pas...

Une politique à long terme

CEPENDANT, on ne saurait réduire le comportement actuel des dirigeants du PCF à un simple élément de tactique électorale. Il n'est d'ailleurs pas certain que, pour une élection de ce type, il y gagne beaucoup. Le phénomène jouerait dans des proportions nettement supérieures pour des élections locales, municipales par exemple. Les raisons sont certainement plus profondes. Chacun ne le sait peut-être pas, mais le PCF est confronté dans «ses» municipalités et plus largement dans les structures qu'il dirige ou lieux où il intervient à un sérieux problème d'assise, si l'on peut dire. Lentement mais sûrement, au fil des mois et des années, ce que l'on pourrait appeller sa «base sociale», connaît un certain rétrécissement, un phénomène relatif de désagrégation... ou se rebelle et rue dans les brancards : les mauvais scores électoraux enregistrés ça et là en sont une illustration. Le tournant «gauche» pris l'année dernière rend encore plus actuel ce problème. Il cherche donc à se reconstituer une base sociale faite du potentiel militant, du réseau de relations, de regroupements, d'associations, des multiples services municipaux et de l'électorat sur lequel il puisse plus solidement s'appuyer. Ainsi a-t-il choisi de flatter, de reprendre à son compte, de mener campagne sur tout ce qu'il peut exister comme idées racistes et arriérées. Il s'agit sans aucun doute d'une politique pour le long terme dans laquelle les présidentielles de 1981 ne sont qu'une étape. Ce qui est plus nettement visé par contre, c'est «l'échéance 83» qui verra se dérouler à la fois les élections législatives et les municipales.

Deux démarches

AVEUGLE serait celui qui ne verrait aucun problème lié à la présence nombreuse des travailleurs immigrés dans les banlieues. Bien sûr, cela crée des problèmes.

Aucune personne sensée ne saurait le nier. La politique assurément raciste de la droite au pouvoir depuis trop longtemps y est pour quelque chose. Stoléru, le préposé aux expulsions, n'est d'ailleurs aucunément qualifié pour donner un avis en la matière.

La logique de la droite depuis toujours, c'est celle de l'expulsion, de la répression, celle qui consiste à se servir des travailleurs immigrés comme bouc émissaires, les rendre responsables des difficultés que rencontrent l'ensemble des travailleurs.

Deux démarches sont pourtant possibles. Cela n'est pas anodin. C'est d'un choix de classe dont il est question en définitive. Les responsables du PCF ont choisi, dans les faits, de se placer dans la même logique que la droite. Les contorsions réthoriques pour «expliquer» que c'est en fait *«pour le bien des immigrés que l'on fait tout cela»* n'abusent que ceux qui veulent bien se laisser abuser. Oui, il faut le dire clairement et ouvertement : la démarche des dirigeants du PCF est radicalement différente de la nôtre ; leur logique, c'est celle de l'exclusion, du refoulement, de la «répartition équitable», c'est celle qui rend les immigrés responsables de la crise, du chômage, de l'insécurité, c'est celle du concept de «trouble à l'ordre public» si cher au sinistre Stoléru. Aucune explication, aucune justification n'est possible ; il y a des faits inscrits sur une liste qui ne cesse de s'allonger.

D'autre part, il est pour le moins abusif d'utiliser des événements passés pour faire diversion sur l'attitude d'aujourd'hui. Selon cette logique, il serait interdit de dénoncer le coupable d'une ignominie aujourd'hui sous le prétexte qu'il aurait eu une attitude courageuse dans le passé.

De même faut-il vigoureusement combattre l'amalgame quotidiennement pratiqué par la direction du PCF selon lequel tous ceux qui ne sont pas d'accord avec elle seraient du côté de Giscard. Cette bonne vieille méthode du PCF est encore plus révoltante, appliquée en cette occasion.

Le meilleur moyen, en définitive, pour combattre cette honteuse campagne est de montrer dans la vie, par la pratique, qu'une autre logique est possible. C'est ce qu'ont commencé à faire des militants, des enseignants, des associations : il y a des problèmes, c'est un fait entendu. D'abord, examinons-les, ramenons-les à leurs justes proportions et puis, voyons quelles solutions, ou débuts de solutions, on peut leur apporter, dans une démarche positive à l'égard des immigrés. Cette logique, est diamétralement opposée à celle du PCF ; c'est celle de l'unité, de la lutte contre les divisions, sur des bases de classe.

Gérard PRIVAT

Assises de l'immigration à Vitry

LA LOGIQUE DE LA LUTTE OPPOSEE A CELLE DE L'EXCLUSION

A la logique de l'exclusion, de la «juste répartition» des immigrés telle que le PCF la développe, il est possible d'opposer une autre logique, celle du dialogue et de la lutte. Les «Assises de l'Immigration» qui se tiendront fin février à Vitry en sont un bon exemple.

Il existe à Vitry une assez grande sensibilité aux problèmes de l'immigration. Des habitudes de travail en commun ont été prises par un certain nombre de militants depuis qu'ils avaient dû s'opposer au projet municipal de création d'un commissariat, et surtout après l'assassinat du jeune Kader en février 1980.

Début décembre, plusieurs militants de gauche et d'extrême-gauche, ou représentatifs du mouvement associatif local, se réunissaient, conscient des dangers de la politique municipale. C'est dans ce cadre qu'a germé l'idée des Assises de l'Immigration. A l'opposé de la logique d'exclusion prônée par le PCF, il s'agit de regarder en face les problèmes posés par l'immigration, de les délimiter en élaborant des dossiers précis, de les prendre en compte mais pour chercher à les résoudre.

L'affaire du foyer a donné un nouveau coup de fouet à l'initiative. Deux jours après Noël, une trentaine de personnes se réunissaient, ce qui devait donner lieu à la manifestation du 3 janvier organisée rapidement et prise en charge par quatorze organisations.

Des propositions de travail

Du coup, l'idée des assises devenait à la fois plus crédible et plus urgente. Le collectif d'initiative — duquel les organisations sont désormais pleinement partie prenante — prenait de nouvelles intiatives : appel à ne pas participer à manifestation du PCF le 9 janvier, appel à renvoyer barrée au maire la carte «T», destinée à lui transmettre le soutien de la population, en manifestant son mécontentement. De véritables groupes de travail ont été mis sur pied, un texte plate-forme des assises est en passe d'être publié, et de nombreuses personnalités et artistes de gauche sont invitées à s'associer aux assises, ainsi que des organisations très diverses.

Cinq forums devraient prolonger les débats des groupes de travail actuels, autour des thèmes suivants :

1) **le travail**
— Les immigrés prennent-ils le travail des Français ?
— Pourquoi le capitalisme a-t-il fait venir les immigrés ?...

2) **Le logement**
— Y a-t-il trop d'immigrés dans les cités ?
— Quels problèmes de cohabitation se posent-ils ?
— La politique des HLM de la ville de Paris qui, semble-t-il, déporte systématiquement les immigrés en banlieue...

3) **L'école, les jeunes, la deuxième génération**
— Le nombre des immigrés fait-il baisser le niveau scolaire ?...

4) **Les femmes immigrées**
— Difficulté des jeunes confrontées à un double modèle culturel

5) **Les droits des immigrés**
— Droits sociaux, mais aussi politiques, le droit de vote...

Un point de départ

Pour leurs organisateurs, les assises de l'immigration sont avant tout un point de départ.

On projette dès maintenant une fête de l'immigration vers le printemps, l'édition d'une brochure tirée des assises et devant servir à être discutée dans la population de Vitry. Surtout, la réflexion devrait se démarquer du genre colloque sans lendemain pour élaborer des propositions et des revendications capables d'orienter l'action quotidienne des amicales de locataires, des associations de parents d'élèves, des organisations syndicales...

Tout en menant une intense lutte idéologique contre le racisme, les organisateurs veulent donner de nouvelles armes à la lutte commune des travailleurs français et immigrés.

Frédéric FERRER

Jusqu'où iront-ils ?

Personne ne pourra invoquer la trop forte concentration d'immigrés dans la bonne ville de Rennes ; ils sont environ 3 000 pour une population de plus de 200 000 personnes. Alors, pourquoi les élus du PCF au conseil municipal ont-ils brusquement — faisant ainsi volte-face — annoncé qu'ils s'opposaient à la construction d'un centre islamique dont le projet avait pourtant été adopté à l'unanimité du conseil municipal en avril dernier ?

Depuis des mois, une opposition au projet s'est développée dans la ZUP ; l'AOP (branche «ouvrière» du RPR) y a pris une part active. Les thèmes les plus racistes et les plus arriérés ont été propagés : la proximité des écoles, la perte de valeur des appartements due à la présence régulière d'immigrés... A tel point d'ailleurs que, même le délégué nationale des AOP, Jean Charbonnel, avait jugé utile de désavouer ces comportements. Rien n'y a fait : une association s'est constituée pour tenter d'empêcher la réalisation du projet. Elle vient de recevoir un soutien de marque de la part des élus PCF. Pas d'ambiguïté dans ce cas ! Ce n'est pas contre d'éventuels ghettos que le PCF s'élève, c'est contre les immigrés eux-mêmes.

L'argument sur la laïcité ne tient pas une seconde : pourquoi refuser aux musulmans ce qui est accordé aux chrétiens ou aux juifs ?

On aura beau chercher, on ne trouvera pas d'autre qualificatif pour décrire l'attitude du PCF dans cette affaire que celui de raciste.

VITRY : FAIBLE SUCCES POUR UNE MANIFESTATION «AUX COULEURS DE LA FRANCE»

COMBIEN sont-ils derrière la banderole tricolore — qui proclame : «Soutien à Paul Mercieca» ? Un cortège aussi important dans les rues de banlieue, c'est rare, mais le rassemblement final viendra le ramener à ses proportions réelles : 3 000 à 4 000 personnes, selon différentes estimations, qui ne remplissent quand même pas l'esplanade de la petite mairie. D'autres chiffres à mettre en comparaison : le PCF revendique 3 000 adhérents sur la localité, 27 000 dans tout le Val-de-Marne. Sous les banderoles des cellules viriotes — dispersées dans la manifestation — on peut compter peut-être 400 manifestants, estimation confirmée par des Vitriots qui connaissent leur monde.

Si le PCF a réussi l'acte d'affirmation qu'il voulait, c'est en rameutant ses militants de plusieurs villes de banlieue dont les noms s'étalent sur les banderoles : Aulnay, Maisons-Alfort, Gennevilliers — à l'autre bout de Paris — à côté de Villejuif, Cachan, Fontenay, Ivry, Saint-Maur, plus proches, et sans oublier ses élus, très nombreux, parfois en groupes compacts dont les écharpes rappellent la forte dimension municipale de la campagne en cours.

Pourtant, le PCF ne s'est pas senti assez fort, semble-t-il, pour manifester à Saint-Maur, comme prévu, sur le terrain de la droite.

→

QUI PARLE COMME LA DROITE ?

La limite la plus évidente de cette manifestation prétendument antiraciste aura été son incapacité à rassembler un nombre significatif d'immigrés : 10 derrière une banderole : *«Immigrés communistes de Saint-Denis»*, 9 derrière une autre, personne derrière le calicot du Foyer Concorde tenu par un seul résident assisté d'un Français.

Mais aux côtés de manifestants qui crient *«Mercieca a raison, les Maliens à Saint-Maur»*, comment se sentir bien dans sa peau d'immigré ? Il faut avoir entendu un militant reprendre une femme qui se plaint de l'agitation : *«Mais madame, quand on vous foutra dehors de Vitry qu'est-ce que vous ferez ?»*

Quant aux Maliens annoncés à grand renfort de publicité, on n'en trouve pas trace. Qu'importe ! Car, comme le dira Paul Laurent dans son discours final : *«Nul doute que ces propositions des communistes vaudront à Georges Marchais le soutien de millions de travailleurs»*.

Même à Vitry pourtant, il y a des immigrés et des anti-racistes — pas si minoritaire qu'on l'a dit comme la précédente manifestation l'a montré — qui ne sont pas d'accord.

Samedi, il s'est d'ailleurs trouvé une Vitriote pour le rappeler en lançant de sa fenêtre : *«Vous avez oublié votre bulldozer !»*

F. F.

Le maire giscardien de Saint-Maur a chassé des immigrés maliens pour les reloger clandestinement à Vitry...

l'Humanité

Les communistes proposent :

NON AUX GHETTOS D'IMMIGRES !

Dans sa lettre au recteur de la mosquée de Paris Georges Marchais aborde franchement les problèmes posés par l'immigration

Dans l'accumulation des clichés racistes, jusqu'où ira la propagande du PCF ?

Certes, dans *L'Humanité*, on n'écrit pas que *«les immigrés sont responsables du chômage et du déficit de la Sécurité sociale»*, ou encore, *«qu'ils ont tous un couteau dans la poche»*.

Mais à qui servent les illustrations de ce supplément de *L'Humanité* ?

Sous le titre *«Non au ghettos d'immigrés»*, une file de chômeurs.

Légendée : *«Les dépenses sociales augmentent»*, la photo d'un noir dans un lit d'hôpital.

Et encore le maire de Vitry devant une banderole qui proclame : *«Halte aux agressions»*. En regard, un commentaire : *«La cote d'alerte est atteinte»*...

Comme on le dirait à *L'Humanité*, ces pratiques soulèvent le cœur.

LA VICTOIRE DES DUFOUR

L'USINE ex-Dufour a réouvert ses portes, l'occupation a été levée, le travail a repris. C'est un beau succès dans la lutte pour l'emploi — difficile par définition — qui a été remporté par les travailleurs de Montreuil.

Beaucoup de gens étaient sceptiques lorsque fin juillet, les travailleurs décidaient avec les syndicats CFDT et CGT d'occuper l'usine jour et nuit, ceci afin d'empêcher la sortie du matériel et un éventuel déménagement des machines. Le bilan a été déposé et le tribunal de commerce a décidé la cessation d'activité et annoncé le licenciement de l'ensemble du personnel.

Pourtant, après plusieurs mois d'occupation et différentes initiatives comme des journées portes ouvertes, galas de soutien, interventions à différents niveaux, une solution semble de dessiner : Profel, une société de Versailles se propose de racheter l'usine de production de fraiseuses ultra-modernes de Montreuil. Seulement, Profel essaiera d'imposer des conditions de reprises inacceptables. Il faudra toute la détermination et la vigilance des occupants et des militants pour parvenir finalement, après encore de longues semaines à l'accord signé fin décembre.

En définitive, l'accord intervenu pour le redémarrage de l'entreprise est très largement positif pour les travailleurs. Il prévoit la réembauche de 450 personnes dans un délai d'un an et la convention sociale comporte un certain nombre d'avantages, tels que le treizième mois, des chaussures de sécurité, des tikets-repas... que les travailleurs de Dufour n'avaient jamais pu obtenir avant ces événements, y compris par l'action syndicale.

En outre, il a été prévu la réembauche des militants et travailleurs actifs dans l'occupation. Au total, chacun s'accorde à reconnaître le succès de cette lutte qui pourtant n'avait pas démarré sous les meilleurs auspices.

Incidents entre syndicats

Encore est-il nécessaire de revenir sur les incidents entre syndicats qui ont marqué les derniers jours de la lutte. Les relations entre CFDT et CGT n'avaient jamais été vraiment chaleureuses, mais dans l'ensemble étaient restées correctes ; les deux sections étaient même parvenues ponctuellement à des positions communes. Or, début décembre, le climat s'est brusquement tendu, la CGT accusant la CFDT de vouloir brader la lutte. Pourtant, un vote organisé le 12 décembre par la seule CFDT (majoritaire dans l'entreprise) faisait apparaître une très large désaprobation de l'attitude de la CGT puisque seulement 17 bulletins CGT étaient décomptés sur 369 votants, 320 voix se prononçant pour les propositions de la CFDT.

Enfin, lors d'un meeting organisé par la CGT quelques jours avant la reprise et auquel participait Georges Séguy, des militants CFDT qui protestaient contre l'avalanche d'accusations et d'insultes déversées depuis la tribune se sont faits expulser de l'usine à coups de poing. L'affaire a pris une dimension nationale avec un échange de lettres au ton relativement violent entre Mercier (de la CFDT) et Sainjon (de la CGT). Un large courant de militants s'est manifesté pour protester contre les divisions et condamner notamment l'attitude injustifiable et irraisonnée de certains militants et dirigeants de la CGT ; certains actes ne pouvant que ternir l'indéniable succès des travailleurs de Dufour.

G. P.

LE PCF, JOUET DE L'INTERNATIONALE OU PRODUIT DE LA SOCIETE FRANÇAISE ?

A propos du livre de P. Robrieux, «Histoire intérieure du PCF»

Par Nicolas DUVALLOIS

Il y a soixante ans naissait, dans une salle de Tours aujourd'hui disparue, la «Section Française de l'Internationale communiste», transformée l'année suivante en «Parti Communiste-SFIC», puis plus tard en «Parti Communiste Français». Cet anniversaire, le PCF a choisi de le célébrer à sa manière, en organisant notamment une série de banquets dont l'objectif était plus d'apporter le soutien de 60 ans d'histoire au candidat Marchais que de célébrer l'anniversaire lui-même. Heureusement, *«l'année du centenaire»* aura été marquée d'une autre manière : c'est cette année en effet qu'ont été publiés plusieurs ouvrages dont la caractéristique commune est de vouloir aborder l'histoire du PCF non par le biais de l'hagiographie ni du récit-témoignage, mais par celui d'une approche minutieuse, plus scientifique.

Parmi ceux-ci, citons *Le PCF pendant la guerre*, de Stéphane Courtois, première étude complète de l'attitude du PCF pendant la Seconde Guerre mondiale. Citons aussi *Le Congrès de Tours* (2), dont le grand mérite est de contenir le compte-rendu intégral du congrès lui-même, mais aussi les biographies des participants, les votes préalables dans les sections et fédérations, etc...

Citons encore *Les premiers communistes français* (3), issu d'une thèse de Danielle Tartakowski : cette historienne du PCF a étudié de manière extrêmement précise l'évolution des militants durant les années 20, en privilégiant notamment l'examen du type de représentation de la société et du processus révolutionnaire qui était celui des premiers communistes, et en examinant également le contenu des premières écoles du PCF. Enfin, dernier en date de ces ouvrages, citons le livre de Philippe Robrieux *Histoire intérieure du parti communiste* (4), dont le premier tome couvre la période 1920-1944 ; le second tome, à paraître au début de cette année, devant traiter de l'histoire intérieure du PCF jusqu'à 1978.

LE premier mérite de ces livres est indiscutablement d'aider à balayer quelques schématismes trop présents quant à l'histoire et aux origines du PCF. Dans le numéro de décembre des *Cahiers du Communisme*, Paul Laurent en donne un saisissant exemple qu'on peut résumer ainsi : progressivement, dans le cours de la grande guerre, puis sous l'écho de la Révolution bolchévique, les militants socialistes ont pris conscience de la trahison de leurs chefs. Ils voulaient, leur votes l'ont prouvé à Tours, un authentique parti révolutionnaire. Une fois créé par une claire démarcation d'avec le réformisme, celui-ci a dû, pendant quelques années, digérer les séquelles du vieux parti socialiste avant de s'engager, dans les années 30, sur les chemins du grand parti révolutionnaire qu'il serait encore...

L'«histoire intérieure» du PCF

A ce schématisme, qui fait fi des contradictions et réduit les choix et luttes politiques en termes d'*«affaires»*, s'en oppose un autre qui est son exact pendant. Jean-Pierre Chevènement, traitant du congrès de Tours dans le *Monde* du 21 novembre 1980, l'exprimait fort bien : à l'entendre, la séparation de Tours n'aurait été en fait qu'une coupure artificielle, imposée de l'extérieur, avec la volonté de gommer une à une les spécificités du socialisme français. D'où l'échec de cette construction artificielle que serait le PCF : créé pour faire la révolution, il ne l'a toujours pas faite, 60 ans plus tard...

Les choses ne sont évidemment pas si simples, et le livre de Robrieux témoigne à sa manière. Mais peut-être convient-il tout d'abord de situer ce livre. Robrieux a fait un choix délibéré : celui de ne traiter que de *«l'histoire intérieure»* du PCF, et qui plus est en se centrant principalement sur les luttes et les évolutions *«au sommet»*. De ce point de vue, il apporte incontestablement des éléments riches, et parfois inédits, quant à l'itinéraire des dirigeants, les liens tissés entre eux et l'Internationale, le rôle des émissaires de celle-ci, etc...

L'accès aux archives de police, ou la communication de documents personnels d'anciens responsables, ont permis à Robrieux de fournir ces éléments, même si toute étude du passé du PCF se heurte encore au fait que les archives de l'internationale, gardées à Moscou, sont toujours tenues secrètes (notons cependant que, depuis peu, l'Institut de Recherches Marxistes, organisation du PCF, dispose de quelques-unes de ces archives).

(1) «Le PCF pendant la guerre», *de Stéphane Courtois. Editions Ramsay.*
(2) «Le congrès de Tours». *Editions Sociales*
(3) «Les premiers communistes français» *de D. Tartakowski. Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.*
(4) «Histoire intérieure du parti communiste» *de Philippe Robrieux. Editions Fayard.*

«Rien à voir avec le parti de Tours»

Le choix de Robrieux n'est pas anodin : en ne traitant que de

La grève des cheminots de Villeneuve-Saint-Georges-triage en février 1920. La rupture entre révolutionnaires et réformistes s'est aussi effectuée dans l'action concrète.

l'histoire *«intérieure»*, et par le biais du *«sommet»*, l'auteur se donne les moyens de développer une thèse qui traverse de part en part son livre : l'histoire du PCF ne serait, dans son fond, que l'histoire des rapports entre une *«base»* composée de militants chez qui se combinent *«les éléments de rationnalisme politique hérité du siècle des Lumières, les facteurs religieux a-critiques et les éléments sentimentaux, irrationnels»*, d'une part, et un sommet étroitement contrôlé, voire manipulé, par l'Internationale et ses émissaires, d'autre part. Négligeant largement le contexte économique et culturel dans lequel évolue le Parti Communiste dans l'introduction de chaque chapitre, Robrieux valorise de ce fait le poids de l'Internationale, au point d'en faire l'élément déterminant de chacun des grands choix du PCF.

La conclusion du premier tome est — évidemment — logique avec ce fil directeur : si *«le parti communiste qui réapparaît au grand jour en 1944 n'a plus rien à voir avec le parti de Tours»*, c'est avant tout parce que le mouvement communiste autour de Staline n'a plus rien à voir avec l'Internationale de Lénine.

Les racines de la «cassure», dans le mouvement ouvrier

S'agissant de l'histoire du PCF il est évidemment indispensable de prendre en compte le rôle de l'Internationale, et les manières, directes ou indirectes, dont elle a pu façonner le PCF. Il est par exemple avéré aujourd'hui, et Robrieux en apporte des preuves que des émissaires de l'Internationale ont longtemps siégé dans les organismes de direction du PCF. Mais peut-on pour autant reléguer au second plan l'importance des facteurs internes dans l'évolution du PCF ? Peut-on ignorer que les contradictions internes, même si elles n'ont pas été saisies consciemment, ont pesé d'un poids décisif ?

Il en va ainsi du moment-même de la naissance du parti communiste. Sans reprendre à son compte la thèse de la *«greffe extérieure»* imposée à Tours, Robrieux n'en tente pas moins de démontrer que la progressive rupture entre révolutionnaires et réformistes, de 1919 à 1924, s'est faite, avant tout, sous les coups de boutoirs de Moscou, chaque évocation de la *«question française»* devant l'exécutif de l'Internationale s'accompagnant d'un «tri» parmi les dirigeants français. Il ne s'agit pourtant là que d'une réalité partielle.

Peut-on ignorer en effet la *«cassure»* entre révolutionnaires et réformistes au sein-même du mouvement ouvrier français, au travers de son histoire et de son évolution ? Le rejet des dirigeants socialistes partisans de *«l'union sacrée»* en 14-18, le rejet d'une forme de parti où dominait le parlementarisme, l'aspiration à ce que les ouvriers puissent jouer un rôle à la direction du parti, la volonté, très concrète dans ces années d'après-guerre, de suivre les traces de la Révolution d'Octobre plutôt que de se plonger dans de nouvelles combinaisons gouvernementales, autant d'exemples, parmi d'autres, qui prouvent que la séparation entre révolutionnaires et réformistes en France prend ses racines principalement dans le mouvement ouvrier.

Les débats des sections socialistes à la veille de Tours en font d'ailleurs foi : la séparation entre les uns et les autres ne se fait pas simplement autour des *«21 conditions»* proposées par l'Internationale pour accepter l'adhésion du parti français, elle se fait aussi, et dans le même rapport, à propos de questions concrètes comme les grèves, ou l'action à mener contre l'armée française en action contre la jeune Russie soviétique.

La problématique de Robrieux — poids déterminant de l'Internationale dans l'évolution du PCF — on la retrouve dans l'étude d'un autre moment crucial de l'histoire du PCF, celui du tournant de 1934-1935. Que s'est-il passé à ce moment-là ?

Un tournant décisif...

Jusqu'au début de 1934, le PCF développe une tactique dite de *«front unique»*, qui consiste exclusivement à tenter de rassembler, autour du PCF et de son mot d'ordre de *«république des soviets»* tous ceux qui veulent le changement révolutionnaire. Sur le plan intérieur, la traduction de cette tactique implique la dénonciation, avec une extrême virulence, des dirigeants socialistes, accusés d'être des *«sociaux-fascistes»*.

Aux élections législatives de 1932, le PCF refuse d'appliquer ce qu'on appelle déjà *«la discipline républicaine»* et avance le mot d'ordre : *«Avec les ouvriers socialistes, toujours ; avec leur parti de trahison du socialisme jamais»*. Sur le plan extérieur, l'activité centrale du PCF est basée sur la défense de l'URSS dont les progrès sont présentés comme devant avoir une valeur d'exemplarité.

Mais en moins d'une année, tout change. En juin 1934, à la conférence nationale d'Ivry, Thorez lance le mot d'ordre *«d'unité à tout prix avec les socialistes»*. En octobre, à Nantes, il lance un appel aux radicaux socialistes, et à la constitution d'un «Front Populaire».

Cette brusque évolution politique s'accompagne d'une modification sensible des thèmes du PCF.Il dénonçait le drapeau tricolore, *«torchon des Versaillais»* ; il l'adopte maintenant, en glorifiant tout à la fois la *«grande révolution française»*, et Valmy, et Jeanne d'Arc, symbôles du patriotisme. Depuis la Ruhr et la guerre du Rif, il menait un travail clandestin dans l'armée. Il l'abandonne brusquement. Il se définissait auparavant comme un parti de combat. Il vante maintenant les mérites de *«l'ordre»*. Cette évolution va s'avérer payante : avant même que des effectifs l'augmentent considérablement dans le cours des grèves de juin 1936, le PCF voit son score électoral doubler : 780 000 voix en 1932, 1 400 000 en mai 1936 ; et 72 députés au lieu de 12.

Barbusse, Nizan, Malraux, Gide, Vaillant-Couturier au Congrès International des Ecrivains en 1935. L'action en direction des intellectuels a défini les contours du virage en 1934.

...principalement dû à Moscou ?

Face à ce tournant, décisif dans la mesure où il va façonner, pour une bonne part, l'avenir du PCF, Robrieux apporte son explication : là encore, c'est l'Internationale, et plus particulièrement à cette époque Staline, qui est déterminante. De fait, les dates concordent ; c'est dans les premiers mois de 1934 que *«le maître de l'URSS et du Komintern prend une plus juste mesure de la puissance et du danger hitlérien»*, et c'est après que le PCF prend son virage. De la même manière, ce n'est qu'après que Staline eut signé avec Laval, président du conseil, une déclaration approuvant *«l'effort de réarmement de la France»* que le PCF abandonne son travail antimilitariste. Et ce n'est, pour Robrieux, que parce que Staline vise *«à ne pas effrayer les alliés éventuels en donnant le sentiment d'exporter la révolution»* que Thorez lance en juin 1936 son fameux *«Non, tout n'est pas possible»*, en réponse à ceux qui pensaient un processus révolutionnaire possible.

Bref, le tournant *«d'ordre et de patriotisme»* serait dû principalement à Moscou.

Le «redressement» par l'union de la gauche

Le vrai problème, s'agissant de l'histoire du PCF n'est pas là. En 1933, celui-ci — qui s'est échiné jusqu'alors à reprendre tel quel le schéma et les mots d'ordre bolcheviks, sans véritable réflexion sur la réalité sociale et culturelle française — apparaît comme un parti en difficulté. Electoralement, il pèse peu de choses ; numériquement, ses effectifs sont au plus bas ; et surtout, son audience dans les masses est des plus faible, même si, bien sûr, il parvient à organiser quelques démonstrations de masse en s'appuyant principalement sur des militants. Toute la question du PCF est donc à ce moment celle de l'élargissment de son audience, et de la prise qu'il peut avoir sur les réalités politiques du pays.

Dès 1932, des voix se font entendre pour appeler à un *«redressement»*, par le biais notamment d'une politique d'union de la gauche. Un mouvement comme le mouvement *«Amsterdam-Pleyel»*, créé initialement pour rallier des intellectuels antifascistes, rencontre un net succès et donne la mesure ce ce qu'il est possible de faire.

Les journées de février 1934 montrent bien les hésitations et les choix auxquels sont confrontés les dirigeants du PCF : 6 février, l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants), proche du PCF, participe, en marge certes, au rassemblement des Ligues. 9 février, le PCF manifeste seul contre les fascistes, et dénonce avec virulence les socialistes ; le 12 février, cortèges socialistes et communistes se rencontrent dans l'allégresse, traduisant ainsi une aspiration profonde.

«La révolution n'est pas possible»

Le choix du PCF, auquel Moscou ne doit pas grand chose est donc le suivant : ou bien continuer la politique sectaire qui prévalait antérieurement, et donc de marginaliser un peu plus dans un moment où croît, y compris dans ses rangs, l'aspiration à l'unité ; ou bien mettre en œuvre une autre politique, et tenter de s'ancrer sur les réalités bien perceptibles du pays : l'aspiration à l'unité, et aussi le nationalisme ravivé par le nouveau danger allemand.

Face à cette question fondamentale, qui est celle de la définition du chemin révolutionnaire. *«La révolution n'est pas possible»*, dit Thorez, et au *«schéma bolchevique»* des années 25-33 se superpose, sans qu'il y ait assimilation, un discours *«républicain»* qui va certes permettre au PCF de se développer, mais qui va également faire reculer progressivement son caractère révolutionnaire.

La question essentielle est bien là. En choisissant de privilégier les rapports entre le PCF et l'Internationale, Robrieux n'a donc pu rendre compte que d'un aspect d'une histoire, intérieure et politique, du PCF. ■

EURE (LEGISLATIVE PARTIELLE) : NET RECUL DE LA DROITE, NET PROGRES DU PS

L'ELECTION législative partielle de la quatrième circonscription de l'Eure a consacré un très net recul de la droite. Le RPR Tailleur, candidat à la succession de Tomasini, élu sénateur, n'obtient en effet que 39,83 % des voix, perdant ainsi près de 3,5 % des voix par rapport au score obtenu par Tomasini en mars 1978. En fait, la perte enregistrée est bien supérieure, puisque cette fois le candidat RPR était soutenu par l'UDF, alors qu'en 1978, un candidat UDF avait recueilli près de 6 % des suffrages. C'est donc en fait d'un recul de près de 9 % de la droite qu'il s'agit. Des considérations locales ont joué, dans la mesure où le sortant Tomasini jouissait d'une implantation personnelle que son poulain n'avait pas. Mais de telles considérations ne peuvent évidemment expliquer un recul aussi important : il s'agit bien d'une progression des votes de mécontentement, déjà sensible lors des législatives partielles de novembre dernier. Un sujet d'inquiétude pour la droite au pouvoir.

Une seconde leçon de ce scrutin est que le recul de la droite profite essentiellement au PS, qui atteint presque le pourcentage du PCF. Celui-ci, qui bénéficie d'une implantation importante dans la circonscription, progresse de 1,8 %, alors que le PS enregistre une poussée de 8,8 %. Il s'en est fallu de quatre cent voix seulement pour que le PS arrive en tête dans une circonscription où le PCF, traditionnellement, dominait de très loin la gauche. Le léger progrès, en pourcentage, du PCF doit d'ailleurs être relativisé si l'on prend en compte le fait que, traditionnellement, l'électorat du PCF ou de l'extrême-gauche, en règle générale, se mobilise, pour des élections partielles, davantage que les électorats socialiste ou centriste. Quoi qu'il en soit, le PCF se trouve face à une réalité désagréable pour lui : le vote de protestation contre la politique du pouvoir profite surtout au PS. Celui-ci gagne en effet des voix en valeur absolue (de 10 347 à 11 251) alors que le taux d'abstention est beaucoup plus important, alors que le PCF perdait 3 500 voix en valeur absolue.

La gauche dispose d'un potentiel de voix de 55 %. Il se pourrait donc que, ce dimanche, la circonscription échappe à la droite. Reste à savoir toutefois dans quelles proportions l'électorat socialiste se reportera sur le candidat PCF Larmanou.

François NOLET

	Législatives mars 1978 1er tour		janvier 1981	
	Inscr. : 69 330 Abst. : 12,96 % Vot. : 60 338 Expr. : 59 013		Inscr. : 70 633 Abst. : 36,90 % Vot. : 44 512 Expr. : 42 715	
Candidats	Voix	%	Voix	%
Extr.dr.	370	0,6	725	1,7
RPR	25 561	43,3	17 012	39,8
UDF	3 366	5,7		
PSD	1 234	2,1	790	1,8
Gaull. gauche	491	0,8		
Jobertiste	1 339	2,3		
Radic. indép.			378	0,9
PS	10 347	17,5	11 251	26,3
PCF	15 145	25,7	11 653	27,3
LO	828	1,4	599	1,4
LCR	332	0,6	305	0,7

Dans quelles proportions les voix socialistes se reporteront-elles sur le candidat du PCF, ici soutenu par Marchais, lors d'un meeting.

ETUDIANTS : LE MOUVEMENT DE GREVE S'ETEND

APRES la pause de Noël, le mouvement contre la carte universitaire a repris. Bien qu'elle batte de l'aile à Strasbourg, la grève s'est étendue à Besançon — où les classes préparatoires des lycées et la fac de médecine se sont jointes au mouvement, à Dijon, Metz, Reims et Nancy, et elle concerne maintenant les deux campus de Toulouse (jusqu'ici, seul celui du Mirail était en grève). Les étudiants de Dijon occupent leur faculté ; ceux de Toulouse ont bloqué la circulation sur la N 113 Toulouse-Narbonne le 6 janvier, occupé la mairie le lendemain, et sont intervenus à la station locale de FR 3 — ils ont été chargés par les CRS, et plusieurs sont blessés.

Après plusieurs vagues d'appels à la grève générale et de maigres «manifestations centralisatrices» à Paris, les problèmes commencent à se poser de manière plus concrète. La question de l'extension du mouvement dépend principalement, semble-t-il, de la circulation de l'information, qui se fait très mal aujourd'hui : même les facs en grèves ne sont pratiquement pas liées entre elles ! Extension du mouvement veut dire surtout extension aux facs parisiennes, qui regroupent en tout près de 300 000 étudiants.

Pour débloquer cette situation, il a été décidé de mieux faire circuler l'information. Mardi dernier (le 13 janvier) les étudiants de Dijon et Besançon sont venus en car à Paris et ont tenus des AG dans les différentes facultés parisiennes.

Un aspect de cette coordination est l'attitude du principal syndical étudiant, l'UNEF id (UNEF indépendante et démocratique). Bien qu'elle impulse énergiquement le mouvement et ait contribué pour une large part à l'organisation de la coordination, elle ne répercute presque par l'information sur les mouvements en cours (alors qu'elle la contrôle entièrement par la biais du bureau — parisien — de la coordination) et se refuse à organiser largement les étudiants, c'est-à-dire dans des structures — comités de lutte, de mobilisation, etc — où on ne serait pas obligé de prendre la carte syndicale. A cette coordination, toutes les délégations de facs dites «en lutte» avaient été élues par des AG convoquées par la seule UNEF id, et cela pose des problèmes : à Nanterre, par exemple, alors qu'après l'agression du GUD les AG regroupaient 2 500 et parfois 3 000 étudiants, l'AG de préparation à la coordination n'a compté que 30 personnes dont deux non-membres de l'UNEF id.

Une nouvelle coordination aura lieu samedi 17 janvier à la faculté de Dijon.

L'occupation des studios de FR 3 par les étudiants toulousains.

NOUVELLE OFFENSIVE DE SOLIDARITE

Après une période de brève accalmie, les attaques soviétiques ont à nouveau repris contre le mouvement des travailleurs polonais. La menace d'une intervention militaire se fait à nouveau pressante, la presse soviétique prend pour la première fois les dirigeants de Solidarité pour cible. Et cela, au moment même où l'offensive de Solidarité remporte des succès sur le problème du samedi libre, où le mouvement des paysans prend de l'ampleur pour la reconnaissance de leur droit à s'organiser aux côtés des travailleurs de Solidarité.

FIN décembre le gouvernement annonçait qu'à partir du 1er janvier 1981 un samedi sur deux serait libre seulement, la généralisation du samedi libre n'étant pas possible qu'à plus long terme, échelonnée sur une période de 5 ans, en fonction des résultats de chaque entreprise.

La lutte pour le samedi libre

Le 7 janvier, après une entrevue de Walesa avec Jagielski, vice-président du conseil des ministres, la commission nationale de coordination Solidarité refuse la décision gouvernementale, proclame la semaine de 5 jours sans modification de la durée quotidienne du travail, des salaires et des congés payés. Elle appelle ses 10 millions de membres à ne pas travailler le samedi 10 janvier de même que tous les samedis de l'année.

Face à ce refus, le ministère du travail précise que le travail étant *«obligatoire»*, toute absence sera *«injustifiée»* et qu'en conséquence la journée ne sera pas payée.

Mais l'appel de Solidarité étant massivement suivi, de nombreuses directions d'entreprise décrètent chômée la journée du 10 janvier mais par contre ouvrable le samedi 31 janvier, officiellement libre. Une fois de plus les autorités recourent à la tactique du reculer dans l'espoir de mieux sauter (?) face à la fermeté de Solidarité.

L'irresponsabilité du pouvoir face à la crise économique

Les autorités justifient leur refus du samedi libre par les difficultés économiques supplémentaires que créerait la semaine de 5 jours, difficultés qu'elles évaluent à des pertes de 12 % dans la production.

En face Solidarité refuse le travail le samedi au nom de l'application des Accords de Gdansk mais en assortissant leur refus d'une condition, celle de *«propositions nouvelles explicites»* de la part du gouvernement.

Que les difficultés économiques soient réelles et graves, Solidarité ne le nie pas mais réclame depuis son existence un plan de réforme économique : qu'entre autres les responsabilités du gaspillage soient combattues à leurs racines et non sur les droits et les conditions de vie des travailleurs. Qu'a proposé le gouvernement jusque là ? Rien sinon l'annonce d'une année 81 encore plus sombre et dure que les précédentes : rationnement alimentaire entre autres de la viande dont la consommation avait déjà été réduite d'un tiers en 1980 ; restriction de la consommation de charbon et des autres sources d'énergie... *Trybuna Ludu,* organe central du PC polonais écrit lui-même début janvier qu'un travailleur polonais sur six vit en deçà du seuil officiel de pauvreté. La dette extérieure est en train d'atteindre les 25 milliards de dollars, le gouvernement multiplie les démarches pour obtenir encore des crédits supplémentaires et des reports d'échéance pour les remboursements des crédits déjà alloués. Le plan de réforme annoncé pour début janvier n'est toujours pas présenté, Solidarité réclame d'y exercer un droit de regard, de contrôle et de participation.

Mobilisation de «Solidarité rurale»

Dans le même temps, à la campagne, les paysans poursuivent leur lutte pour la reconnaissance de leur droit à s'organiser dans les syndicats «Solidarité rurale». En octobre dernier, le tribunal régional de Varsovie avait aussi refusé l'enregistrement de leurs statuts. Le 30 décembre, la Cour suprême qui devait examiner leur demande d'appel, décidait d'ajourner sa décision. Depuis cette date, les paysans de *«Solidarité rurale»,* qui regroupe 600 000 ouvriers agricoles et paysans privés, se mobilisent.

Ils occupent la mairie d'Ustrzyki-Dolne pour que soit mis fin à la répression qui frappe les fondateurs de *«Solidarité rurale»* dans la région. A Rzeszow, 600 paysans occupent le siège des anciens syndicats officiels pour protester contre la disparition des fonds de ces anciens syndicats dont une partie devait leur être allouée. Ils exigent en outre que la réserve de chasse gouvernementale voisine soit ouverte au public et que ses pavillons soient transformés en maisons de repos pour les ouvriers et les paysans. Le comité de Solidarité rurale de la région de Gdansk vient de décréter l'état de préparation à la grève dans les campagnes du littoral balte.

Aujourd'hui en dépit des pressions de toutes sortes, celles des autorités avec l'appui à peine déguisé de l'épiscopat polonais, celle désormais omniprésente de l'URSS (les attaques de la presse soviétique après un court répit ont repris dès l'annonce du refus de Solidarité, les troupes massées aux frontières de la Pologne s'installent dans leurs quartiers d'hiver) Solidarité maintient plus que jamais son offensive, et sa volonté de lutte, celle de faire appliquer les Accords de Gdansk dans leur totalité, celle de donner aux travailleurs des villes et des campagnes une organisation indépendante et autonome.

Joëlle FECLAZ

Un peu d'air frais à la télévision

Les Polonais aiment, c'est bien connu, se moquer de leurs difficultés. On a pu voir le soir de Noël la retransmission d'un gala public des «Frères ennemis polonais».

Dans l'un des sketches, les deux acteurs représentent un vendeur et un acheteur.

L'acheteur demande :

— Avez-vous tel produit ?

— Nie ma ! (il n'y en a plus)

— Et ceci ?

— Nie ma !

— Et...

— Nie ma !

Et le vendeur poursuit :

— Je répète «Nie ma» pendant huit heures chaque jour. Ce n'est pas un mauvais boulot.

Il y a quelques mois, suite à ce gala, les «Frères ennemis» avaient été inquiétés par la police — on dit même emprisonnés. Si un tel gala peut être maintenant restransmis par la télévision, c'est grâce aux exigences des réalisateurs et personnels de la télévision.

Besoins en matériel de bureau

Pour taper le communiqué commun des deux syndicats, il était bien difficile de trouver une machine. De fait, il n'y en a que deux dans l'immeuble à Gdansk.

Cela illustre bien le besoin le plus immédiat de Solidarité : petit matériel de bureau — et duplicateurs. Ceci pas, actuellement en tout cas, à cause de difficultés financières, mais parce que ces matériels sont difficiles à trouver en Pologne.

Une délégation de Beauvais composée de militants CFDT, CGT et FEN, qui a apporté un duplicateur , a été remercié avec beaucoup de chaleur par les militants de Solidarité.
Solidarité.

Après la rencontre CFDT-Solidarité

C'est dans cette ambiance faite toute à la fois de bonhomie, de chaleur, et d'une gentille pagaille, habituelles au siège de Solidarnosc à Gdansk qu'ont été reçus Edmond Maire et la délégation confédérale de la CFDT.

Au programme de la rencontre, le développement des échanges entre les deux syndicats.

«C'est nous qui avons le plus à recevoir de vous» devait déclarer Edmond Maire, insistant sur le fait que les rapports entre CFDT et Solidarité étaient *«d'apport mutuel et d'enrichissement mutuel».*

Pour sa part, la délégation de Solidarité tenait à rappeler les relations privilégiées qui l'unissent à la CFDT, nouées dès la grève de cet été, à laquelle le syndicat français avait apporté un appui financier qui est resté, à Gdansk, présent dans les mémoires.

Echange d'informations, relations internationales, en particulier avec les confédérations européennes comme la CES..., le temps a manqué aux deux délégations pour approfondir tous les sujets.

Toutefois, la CFDT a indiqué qu'elle apporterait une aide importante à la formation des militants de Solidarité, en particulier pour l'organisation du syndicat Solidarité aux différents échelons, ceci pour répondre à la demande de Solidarité.

Par ailleurs, la CFDT a tenu a confirmer l'accord de principe pour le voyage de Lech Walesa et d'une délégation de Solidarité en France au mois de mars.

Interview d'Edward Lipinsky, membre du KOR

«LE SYSTEME PROFITE A UNE MINORITE»

Edward Lipinski est économiste, ancien professeur de faculté, président d'honneur de la Société des économistes polonais.

Il est aussi l'un des membres du KOR, le Comité de Défense des Ouvriers, et compte aussi parmi la trentaine de personnes qui assurent l'apparition publique de ce Comité.

Depuis le 20 décembre, il est membre fondateur, aux cotés de Lech Walesa, d'Andrzej Wajda... du Comité de défense des prisonniers pour délit d'opinion, créé à l'initiative du syndicat Solidarité.

Cet homme de 92 ans —il est né en 1888 dans un petit village près de Lodz— n'a rien perdu de sa vitalité d'esprit.

Jean Lipinsky qui a effectué récemment un séjour en Pologne l'a rencontré.

Par Jean MICHALSKI

DES qu'on l'interroge sur la situation économique de son pays, Edward Lipinsky déclare : *«Le système économique existant est un grand obstacle. Il faut le changer radicalement. Pour moi, le socialisme n'est pas étatisation des moyens de production, mais socialisation.*

Actuellement, nous avons étatisation, et bureaucratisation. Mais pas socialisation, car le système profite à une minorité».

Dans l'immédiat, il espère que la politique économique suivie sera modifiée. Et que d'abord, *«on rompe avec le fétiche de la grande entreprise», «on cesse de considérer que la moindre petite entreprise, le moindre petit commerce doivent être étatisés», «l'on donne à l'agriculture des possibilités d'augmenter la productivité en lui fournissant du matériel»...*

L'industrie de guerre de l'URSS

Que pense-t-il des rapports économiques avec l'URSS, dans le cadre du COMECON ?

«La priorité au développement de l'industrie lourde dans notre pays a été voulu par l'URSS. Aujourd'hui, cela permet à l'URSS de développer son industrie d'armement. Un certain nombre de produits industriels étant fabriqués en Pologne, ou dans d'autres pays du COMECON, l'URSS peut se consacrer prioritairement à son industrie de guerre».

Trop de crédits occidentaux

Pourquoi cet endettement considérable de la Pologne ?

«La demande de crédits aux pays occidentaux était une bonne idée. Mais le gouvernement a pris trop de crédits, acheté trop de licence. Le pays n'était pas prêt pour utiliser tout cela.

Par exemple, il y avait les machines, mais pas les bâtiments pour les installer. Et il fallait payer ces machines qui ne tournaient pas».

L'agriculture mise à mal

Et l'agriculture ?

«Elle a été mise à mal. L'industrie alimentaire est sous-développée.

Il manque des engrais, des aliments pour bétail. La petite paysannerie a été discriminée : il y a trop peu d'engrais, de machines pour ce secteur privé, et la productivité est très faible. Le secteur étatisé a été privilégié. Mais il donne également de très mauvais résultats».

Il ne s'agit pas de privatiser l'économie

Il espère que les travaux actuels sur la réforme économique permettront de sortir de ce *«système économique inéfficace».* Mais il constate de fortes réticences car *«le POUP veut diriger tous les domaines, il est omniprésent ; il craint d'avoir moins de pouvoir si l'entreprise a la moindre liberté de décision».*

Pourtant, c'est bien nécessaire d'avoir *«d'avantage de décentralisation». «Mais il ne s'agit pas de reprivatiser l'économie»,* ce que d'après Edward Lipinsky *«personne ne veut faire en Pologne».* Et il est vrai que les syndicalistes de Solidarité à Gdansk expliquent de la même façon : *«Nous avions avant la guerre un armateur privé aux chantiers navals ; croyez-vous que nous voulons retrouver cette situation ?»*

Durcissement possible du gouvernement

Edward Lipinsky sait fort bien faire sentir dans la discussion que tout ne peut pas être changé dans l'immédiat, et que même tout ne peut pas être dit. Car s'il y a *«un changement politique et social très important depuis l'été»,* et donc *«une réelle victoire, une sorte de révolution victorieuse, où toute la société est concernée», «il n'y a pas assez de liberté».*

Bien sûr, il y a plus de possibilités de s'exprimer : *«Les personnes parlent plus librement. Je suis invité à parler dans des meetings, comme il y a trois jours à un meeting du nouveau syndicat des journalistes de Varsovie. Mes deux livres vont enfin, on me l'a dit, être publiés l'année prochaine».*

Mais, *«il y a toujours des personnes en prison, des articles sont modifiés, coupés dans les journaux...»*

Et il n'exclut pas un durcissement possible du gouvernement, car *«si le POUP perd son influence, il veut la regagner».* Même si ce durcissement ne s'est pas concrétisé aujourd'hui, il pense possible une tentative contre son mouvement le KOR, et en particulier contre son porte-parole Jacek Kuron. De ce point de vue, le rapprochement de la hiérarchie catholique et du parti l'inquiète : *«Je n'ai pas compris cette déclaration du secrétaire de presse de l'épiscopat qui condamnait le KOR dans des termes très proches de ceux du gouvernement». «Peut-être s'agit-il d'une méfiance contre le KOR, qui a une large composante socialiste et laïque, même s'il comporte également des catholiques et des prêtres».*

En tout cas, il est *«sûr qu'en cas de répression, il y aura une protestation de Solidarité».*

L'industrie alimentaire est sous-développée

Prudence et détermination

Alors qu'on présente parfois son mouvement comme voulant déborder Solidarité, il déclare : *«On dit que Lech Walesa est un modéré : mais c'est très bien. Il faut être modéré, et fort. Jusqu'à maintenant, la ligne générale de Solidarité a été bonne».*

Alors, prudent et déterminé, il l'est, sans doute comme Lech Walesa. Mais accepte-t-il qu'on dise qu'il est anti-socialiste ?

«Il n'y a mouvement anti-socialiste en Pologne que si on considère que censure et prisons sont les caractéristiques du socialisme — ce que je ne crois pas».

Le mouvement qui traverse la Pologne l'enthousiasme, et l'a peut-être rajeuni de quelques années. Après deux heures d'entretien, où en anglais et en français, nous sommes parvenus à nous comprendre, j'ai bien du mal à imaginer que cet homme va fêter ce soir son 93ème Noël. ■

L'investiture de Reagan

LES NOUVEAUX TRAITS DE LA POLITIQUE ETRANGERE US

C'est le 20 janvier que Reagan entrera en fonction à la Maison Blanche.

Quelles conséquences le changement de Président aura-t-il sur la politique US dans le monde ? L'analyse des déclarations des nouveaux responsables aux Affaires Extérieures — Richard Allen, conseiller du Président et Alexander Haig, secrétaire d'Etat — a montré que c'est une révision en profondeur de leur politique étrangère qu'envisagent aujourd'hui les USA sous la conduite de la nouvelle administration.

Par Grégoire CARRAT

« L'ADMINISTRATION Carter semble avoir été convaincue qu'il était possible d'amadouer ses adversaires en leur faisant de grands sourires... L'expérience des dix dernières années nous apporte la preuve incontestable que les Soviétiques ont estimé pouvoir tirer un maximum de bénéfices de la détente sans renoncer pour autant à leurs propres objectifs... Le Kremlin sait aujourd'hui que l'équilibre des forces est inversé à son profit. Et pour assurer son hégémonie mondiale, il peut mettre sa formidable puissance au service d'un processus de finlandisation du monde non-communiste». Tel est le bilan très critique que trace Charles Allen, principal conseiller de Reagan en matière de politique étrangère, des résultats de la politique américaine suivie pendant de nombreuses années : la politique de détente a profité à l'URSS, ce qui implique de la remplacer par quelque chose d'autre, qu'il convient de définir.

Le général Haig, le nouveau secrétaire d'Etat, est tout aussi explicite : *«Seul un équilibre crédible des forces, lié à une politique étrangère vigoureuse peut assurer la paix et la stabilité... En matière d'équilibre des forces, le vrai problème consiste en inverser les tendances... Au chapitre de la parité, de l'équivalence brute, l'Ouest a laissé sa défense se désagréger face à l'Union soviétique... Pour ma part, je ferais remonter* (ce phénomène) *à la crise de Cuba de 1962... Si les tendances actuelles se poursuivent dans les années quatre-vingt, et même si l'Ouest développe au maximum ses capacités de défense, nous allons inévitablement vivre une courte période militairement défavorable... A ce moment, le risque nucléaire pourrait effectivement être perçu comme «acceptable»* (par l'URSS)».

Ainsi convient-il, selon les nouveaux responsables américains d'opérer une révision assez brutale de la politique étrangère US, révision qu'Alexander Haig résume ainsi : *«La réprocité et la force doivent être les piliers de la politique américaine vis à vis de l'Est»*, formule qui remplacerait le couple *«détente et défense»* qui a présidé à la période Kissinger et qui a marqué, pour l'essentiel la politique de l'administration Carter. C'est donc l'ensemble de l'attitude vis à vis de l'URSS que les Etats-Unis sont en train de redéfinir et par conséquent aussi, l'ensemble de leurs relations avec le reste du monde en vue de contenir l'irresistible poussée diplomatique de l'URSS et le grignotage progressif des positions américaines dans le monde.

Polarisation de la politique US

L'ADMINISTRATION Carter avait imaginé deux sortes de réponses pour contenir l'offensive soviétique dans le monde sans prendre le risque d'un conflit sérieux : dédramatiser les questions en ne portant pas chaque problème au plan stratégique, que ce soit dans le Tiers-Monde ou avec les alliés ; ensuite, reconnaître l'existence des aspirations des pays du Tiers-Monde, chercher à les satisfaire, au mieux des intérêts US, afin de s'en faire des alliés. Il s'agissait d'un effort qui a marqué essentiellement la première moitié du mandat Carter qui avait pour objectif de saper les fondements même de la pénétration soviétique dans le Tiers-Monde sous le visage d'un ami, d'un allié contre l'impérialisme US. Or sur ce plan les résultats ont été minces et surtout après l'effondrement du régime du Shah, les Etats-Unis ont clairement manifesté qu'ils n'était plus question de s'en prendre à des pays amis d'importance stratégique majeure, tels qu'Israël ou l'Afrique du Sud. En second lieu, la révolution sandiniste au Nicaragua et ses échos dans toute l'Amérique Latine a provoqué une réaction essentielle parmi les politiciens américains : le refus d'accepter que ces pays finissent par échapper à la domination américaine.

Politique brutale vis-à-vis du Tiers-Monde

En optant pour une polarisation exacerbée de la politique américaine sur les relations USA-URSS les nouveaux responsables américains annoncent un durcissement brutal de leur politique vis-à-vis du Tiers-Monde. Plus question de droits de l'homme. Selon Allen, il fallait défendre Somoza, au prix de quelques réformes, *«une administration républicaine aurait tenté de faire prévaloir le principe selon lequel l'ordre et la stabilité sont des conditions nécessaires à toute tranformation sociale par des voies pacifiques»* en Iran.

Il s'agit donc d'une politique de fermeté et d'interventionnisme par la présence de troupes, dans la région du Golfe en particulier.

L'Europe sur la sellette

La seconde conséquence de la polarisation est la définition d'une attitude exigeante à l'égard de l'Europe. *«Nos objectifs ne devraient pas s'exclure mutuellement, mais lorsqu'une Europe isolée affronte la puissance soviétique sur le plan économique, politique ou militaire, je suis effrayé de voir,* dit Haig *certains de ceux qui partagent avec nous des valeurs communes les mettre ainsi en jeu... La politique américaine ne devrait pas accepter deux niveaux de puissance incompatibles par nature. Une fois engagé le processus d'unification pour de mauvaises raisons... il sera très difficile d'éviter qu'il ne mène à une sorte d'individualisme européen. Bon nombre de forces s'exercent vigoureusement dans ce sens actuellement».* L'un des points d'application de l'hostilité américaine à une attitude européenne autonome se trouve au Moyen-Orient. Les principes définis par Haig paraissent assez traditionnels, leur réaffirmation l'est moins : c'est un refus brutal à l'encontre de toute tentative en direction d'une défense européenne plus autonome, telle que dit la souhaiter Paris, et vers laquelle Bonn effectue des glissements timides. Il s'agit moins de telle ou telle mesure particulière que du contrôle exercé par les Etats-Unis dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique européenne de défense.

Accroissement des arsenaux, exigence de stabilité dans le Tiers-Monde, réaffirmation du primat américain dans les affaires européennes sont les principaux traits de la politique US. Leur caractère traditionnel qui les rapproche du discours des années 50 ne doit pas faire illusion : il s'agit moins d'un retrait en arrière que d'une réponse à une situation nouvelle : la présence soviétique.

Selon Haig, *«nous devons nous employer à améliorer nos relations avec l'URSS, mais uniquement sur la base d'une réciprocité que nous n'avons pas obtenue jusqu'à présent»*. Ce qui suppose une renégociation de l'accord Salt II jugé défavorable. Quant aux réactions aux initiatives soviétiques, Richard Allen a cherché à en définir les caractéristiques.

Ronald Reagan avec les membres de son cabinet

La ligne que l'URSS ne doit pas dépasser

«Notre irrésolution et notre faiblesse... ont achevé de persuader les Russes qu'ils pouvaient sauter le pas. Nous avions tracé une ligne à ne pas franchir. Les Soviétiques ont passé outre, et nous n'avons rien fait». dit-il à propos de l'Afghanistan. *«Le gouvernement avait avancé l'idée d'un blocus de Cuba, maintenu aussi longtemps que l'URSS n'aurait pas décidé de se retirer de l'Afghanistan... Nous aurions pu en plus décider immédiatement la suspension totale des échanges commerciaux et de l'octroi de crédits à l'URSS... au lieu d'agir seul, nous aurions opéré en coordination étroite avec nos alliés»*.

Quant à Haig, il déclare : *«Le danger réel est que, pour la première fois, l'URSS étend son hégémonie au-delà de sa sphère d'influence traditionnelle... Nous devons montrer très clairement à Moscou que, de notre point de vue, cette situation est incompatible avec la normalisation des relations Est-Ouest»*.

Où se situe la limite à ne pas franchir ? A coup sûr, en ce qui concerne l'Arabie Saoudite : *«Nous ne nous comporterons pas avec eux comme nous nous sommes conduits à l'égard de Taïwan»*. Mais la Yougoslavie ? *«Les Etats-Unis considéreraient qu'il s'agit d'une atteinte très grave à la paix mondiale... Lorsque la paix mondiale est gravement menacée, on ne peut exclure aucune éventualité»*. A l'intérieur de la zone d'influence de l'URSS, les Etats-Unis n'envisagent pas la possibilité d'une intervention.

Un rapport de force de moins en moins favorable aux USA

Les USA disposent de 2 050 lanceurs (missiles, sous-marins, avions), dont 1 206 MIRVés (missiles sous-marins) équipés de plus de 10 000 ogives, l'URSS de 2 565 lanceurs dont 300 MIRVés équipés de 5 000 ogives. Ces données fixées à l'époque de la signature de SALT II sont en évolution permanente : du côté de l'URSS par le programme de sous-marins stratégiques équipés d'engins à têtes multiples, le programme SS 18 de fusées à têtes multiples, et le programme de déploiement du Backfire. Du côté américain par la mise en route du programme MX, le développement du programme Trident, et de la déploiement prévu des missiles Cruise.

En filigranne s'inscrit une seconde réalité encore plus inquiétante, à tous points de vue, que la première — et plus fondamentale : les rythmes auxquels évolue le potentiel stratégique soviétique sont très sensiblement supérieurs à ceux auxquels évolue celui des Etats-Unis. C'est à ce prix que l'URSS, pour l'essentiel a comblé son retard en ce domaine à l'égard des Etats-Unis, et rien n'indique qu'il doive se relâcher.

Et cela ne s'applique pas au seul domaine stratégique : depuis 1971 l'URSS a développé trois nouveaux types de chars, T-64, T-72, T-80, les T-64 au rythme de 600 par an, les T-72 de 2 000, les USA, un seul au rythme annuel atteint en 1980 de 360 unités par an.

Le fait le plus significatif cependant est le développement de la marine. D'une flotte de défense des côtes qu'elle était au début des années soixante, la flotte soviétique s'est tranformée en une flotte de missions lointaines. Le nombre de navires de combats soviétiques de 1969 à 1979 passait de 220 à 272, tandis que la flotte américaine passait de 279 à 165. Les Soviétiques lançaient leurs premiers porte-avions dont deux sont opérationnels quand les Américains passaient de 22 à 13 le nombre des leurs. Des flottes quasi-permanentes se sont installées en Méditerrannée puis dans l'Atlantique enfin dans l'Océan Indien. Sur ce point également, l'URSS s'assurait la parité, à un rythme qui à terme remet radicalement en cause la supériorité confortable dont disposaient les Américains au cours des années soixante.

Le rapport de forces entre les USA et l'URSS s'est profondément modifié, par l'amélioration quantitative et qualitative des arsenaux, à la fois sur le plan global et dans chaque zone stratégique. Cette extension et cette amélioration continue des armements a surtout bénéficié à l'URSS qui a pris une bonne option pour renverser l'équilibre stratégique en sa faveur à la fois sur le plan global et dans les principales régions stratégiques. C'est là le moteur d'une accélération sensible de la course aux armements dont les décisions de Carter — accroissement des budgets militaires, mise en place de la force de déploiement rapide, etc — sont le signe manifeste.

Richard Allen

Alexander Haig →

Coup d'arrêt à l'érosion des positions US

Les grandes lignes de la politique étrangère américaine paraissent fermement tracées. Elles tirent le bilan de six années de politique de détente, tirent les leçons des tentatives de Carter. Les formules ne sont pas nouvelles, mais leur netteté et leur caractère partagé montrent que le temps des hésitations est passé, que désormais un consensus existe non pour reconquérir les positions perdues mais pour tracer sur la carte une ligne rouge que l'URSS ne devrait pas franchir sans des représailles graves tout en donnant un coup d'arrêt à l'érosion des positions américaines.

Sur le plan des moyens, l'administration Reagan reprend les initiatives prises dans la dernière période du mandat Carter. Pour le reste, si la pensée américaine paraît très cohérente dans ses intentions, elle sera tributaire des aspects contrastés des points sur lesquels elle est appelée à s'exercer, et dépendra largement des ressources que les Etats-Unis peuvent mettre en œuvre pour les réaliser. Ainsi on voit déjà que le désir d'accroître rapidement la production d'armement se heurte à des difficultés dans les secteurs de production. Aussi bien la définition d'une nouvelle politique économique et son application apparaît comme un maillon essentiel de la politique américaine. ■

Le Chili de Pinochet

UNE CONSTANTE : LA REPRESSION

Où en est le Chili depuis le 11 septembre 1973, date du coup d'Etat sanglant de Pinochet ? Un plébiscite, le 11 septembre 1980, ratifia une nouvelle constitution par 67,06 % des voix, donna le pouvoir au sieur Pinochet jusqu'en 1989, voire jusqu'en 1998, si la junte l'estime nécessaire, tout cela établi dans des conditions qui, de l'aveu même des Etats-Unis, n'offraient aucun type de garantie démocratique. Un accord entre la démocratie chrétienne et les partis de l'Unité populaire crée une nouvelle configuration pour une résistance longtemps divisée. Une répression, loin de s'apaiser semble redoubler de vigueur. Autant d'éléments qui posent autant de questions sur la situation du Chili aujourd'hui.

Par Jean-Louis BRUNET

U lendemain du coup d'Etat, et pendant que des milliers de militants étaient fusillés, torturés et emprisonnés, la junte se déclarait inspirée par la *«conception humaniste chrétienne»*. En son nom, il s'agissait d'*«extirper le marxisme, contraire à l'unité nationale»*. L'agent des hautes œuvres humanistes chrétiennes était l'exécutif,* représenté par Pinochet et ses trois complices, exécutif qu'il convenait de protéger contre un législatif mou et embarrassant. Une fois cette haute mission accomplie, les généraux *«laisseraient la place à un gouvernement civil»*. Il n'était question que de *«transition»*...

Il n'en fut évidemment rien.

Un chemin sans retour

Dès 1974, la junte, installée, précisait son projet, celui d'un régime ressemblant fort à celui de la Révolution nationale que portaient Pétain et ses collaborateurs : *«Un pouvoir autoritaire, compétent et neutre, appuyé par une administration nationalisée et apolitique et relayé par des organisations intermédiaires en dehors des partis»*. Une *«démocratie des chefs»*.

Au centre de cette doctrine : le concept de sécurité nationale et la lutte contre la subversion.

Fondée sur les principes de l'*«unité nationale»* et de l'anticommunisme, cette doctrine devenait en 1976 celle d'une *«démocratie autoritaire»* comme se plaisait à la répéter celui qui entre temps était devenu le chef suprême de la Nation, le sinistre Pinochet.

Celui-ci s'empressait de préciser que *«le retour à une démocratie représentative au Chili était exclu»*, que *«le régime actuel pouvait être appelé à durer une génération parce qu'il mène une lutte sans merci contre le communisme international. Une lutte qui peut atteindre un siècle s'il le faut. Le processus entamé le 11 septembre 1973 est un chemin sans retour»*.

Dès lors s'agissait-il de donner une apparence légale à la perpétuation de la dictature.

La junte chilienne, comme la plupart des régimes militaires d'Amérique du Sud est soucieuse d'un certain *légalisme»*...

L'institutionalisation de la dictature

Le légalisme à la Pinochet, c'est d'abord légaliser son pouvoir personnel. De chef suprême de la Nation en juin 1974, il se proclame président de la République en septembre. Il exerce seul le pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif, quant à lui, est aux mains d'un collège de quatre militaires sous sa présidence. Les pouvoirs constituants, car Pinochet a déjà décidé du projet d'une nouvelle constitution destinée à remplacer celle de 1925, sont conférés à ... ce même collège. Pour céder à cette passion du légalisme on promulgue un peu plus tard quatre actes institutionnels et quatre commissions législatives. Quatre, non pas par quelque concession au caractère magique de ce chiffre, mais parce que la junte est composée de quatre militaires, non compris Pinochet, qui pourront ainsi présider chacune des commissions...

Dernier acte : le plébiscite du 11 septembre 1980, destiné à ratifier la nouvelle constitution et à légitimer le pouvoir absolu de Pinochet, baptisé premier président (comme s'il y en avait d'autre...) pour neuf ans, le temps d'une nouvelle transition.

Un signe de libéralisation ? Il n'est que d'examiner les conditions de ce vote pour se rendre compte de ce qu'il en est réellement. Le vote était obligatoire sous peine d'amendes ou

EL SALVADOR : A L'ASSAUT CONTRE LA DICTATURE

La première émission de «Radio nous vaincrons», du Front Farabundo Marti de libération nationale ; un commandant guérillero (à droite) *parle pour la première fois dans un micro.*

Tout semble aujourd'hui confirmer qu'au Salvador, l'offensive qui a été lancée contre la junte depuis une semaine va connaître une grande ampleur. Les remaniements au sein de la junte, «la valse des colonels», la nomination de nouveaux commandants dans les zones où l'on annonce de grandes offensives du Front Farabundo Marti, les décrets d'urgence promulgués pour «stabiliser l'économie», toute cette agitation laisse prévoir que la dictature salvadorienne s'affole et panique. Une confirmation que l'on peut aussi trouver dans les sources mêmes américaines qui affirment que quatre à six mille guérilleros sont sur le pied de guerre et dans la livraison de matériel lourd offensif à la junte par les Etats-Unis.

Tandis que les combats se multiplient dans toutes les provinces du pays et à 28 kilomètres même de la capitale, San Salvador, tandis que les forces armées gouvernementales piétinent, ne réussissent pas, malgré le pilonnage de l'aviation, à déloger un camp de l'armée populaire de libération installé sur la colline de Guazapa, la résistance se dote de deux radios qui emettent depuis mardi dernier. Radio-Venceremos, la radio du Front Farabundo Marti diffuse une homélie de Mgr Roméro, interviewe un commandant guérillero, diffuse la chanson «El pueblo unido jamas sera vencido» et affirme que l'offensive finale sera lancée avant l'entrée en fonction de Ronald Reagan le 20 janvier. De son côté, Radio-Libération, la radio du Front Démocratique Révolutionnaire, par la voix de son nouveau président Guillermo Ungo a lancé un appel aux Salvadoriens : *«Répliquer à la force par la force. Etre prêts à répondre aux mots d'ordre qui seront bientôt lancés»*. L'un de ces mots d'ordre a déjà été diffusé par voie de tracts : *«Grève générale !»*. *«L'avant-dernier quart d'heure ?»* se demandait *Le Monde* il y a une semaine, à propos du Salvador. Faut-il déjà parler du *«dernier quart d'heure ?»*...

La nouvelle loi du travail autorise la grève, mais dans des conditions particulièrement draconiennes.

de soixante jours de prison, les urnes étaient tenues par les alcades non élus, les décomptes et les résultats des votes étaient incontrôlables ; les officiers et les soldats, en colonne par trois, sont allés aux urnes la veille du scrutin ; depuis 1974 les listes électorales ont été remplacées par un système de cartes d'électeur. Ainsi possibilité était laissée à tout bon citoyen partisan du «oui» de voter plusieurs fois dans des bureaux différents. Enfin, depuis 1974 toujours, le droit de vote est repoussé de 18 à 21 ans pour *«éviter tout risque de politisation»*. Dans de telles coditions, on ne peut que s'étonner qu'il y ait eu encore 30,17 % de «non» !

Mais là ne s'arrête pas cette volonté de légalisation à la Pinochet.

La loi sur le travail

La dictature, par cette nouvelle loi, autorise la syndicalisation, le processus de négociation collective et même, dans certains cas, la grève ! Nous en restons pantois...

En fait cette nouvelle loi permet à la junte, croit-elle, de créer une soupape d'échappement pour la pression sociale qui, défiant toutes ses interdictions et ses mesures répressives, ne cessait de grandir. Ce faisant, elle impose l'atomisation du mouvement syndical en forçant les travailleurs à limiter leurs aspirations à des revendications purement économiques.

En même temps, aux yeux du monde, la dictature pense ainsi donner une image stabilisatrice de la situation ouvrière à l'intérieur du pays.

Quant au contenu de cette loi, quelques articles en peuvent montrer la duplicité, en particulier en ce qui concerne la négociation collective et le droit de grève. On ne peut négocier en unissant les syndicats de diverses entreprises ; les fédérations et confédérations ne peuvent pas non plus intervenir dans cette négociation ; certains aspects, sous peine de sanction, ne peuvent être négociés : par exemple, la compensation des jours non travaillés pour cause de grève... ; il ne peut y avoir de négociations dans les entreprises auxquelles l'Etat fournit 50 % et plus du budget ; la négociation est interdite dans l'administration publique ; en cas de grève, si l'employeur estime que la paralysie des opérations provoque des dommages à ses biens matériels, le syndicat est obligé de fournir le personnel nécessaire dans certains secteurs ; après trente jours de grève, n'importe qui peut négocier et pactiser individuellement ; à n'importe quel moment, le patron peut remplacer les grévistes et au bout de soixante jours de grève, les trvailleurs qui n'acceptent pas la dernière offre du patron sont considérés comme ayant démissionné !

Une constante : la répression

Le 11 septembre 1973 : la dictature s'installa par le sang, le sang d'Allende mais aussi le sang de milliers de militants des organisations interdites. On découvre encore aujourd'hui dans les cimetières de Santiago, de Yumbel et de Mulchen des fosses aux cadavre anonymes, victimes du coup d'Etat sanglant. Non seulement cette répression se maintint pendant les 7 ans qui suivirent, malgré le passage de *«L'état de guerre»* à *«l'état de siège»* puis *«à l'état d'urgence»*, passage destiné à créer l'illusion à l'intérieur et à l'extérieur d'une certaine accalmie, mais en 1979 et 1980, cette image même d'une soit-disant libéralisation fut abandonnée dans les textes et dans les faits.

Une aggravation de la répression dans les textes

Depuis le 10 mars 1978 règne *«l'état d'urgence» ; depuis le 10 mars 1978*, il est renouvelé tous les six mois et depuis l'année 1979 l'arsenal juridique de la répression s'est encore alourdi par une série de décrets modifiant des lois déjà bien révélatrices de la terreur que veut imposer la dictature. Le décret 2 866, datant de 1979, ajoute au code pénal la menace d'une sanction *«pour qui sollicite, reçoit ou accepte de l'argent de l'étranger»*.Le décret 2 621 de la même annés étend à quiconque à *«l'intention»* d'attenter à l'ordre social, aux bons usages (!), aux personnes ou aux propriétés, à quiconque possède *«des moyens ou des instruments»* de ce crime (l'expression est assez vaste pour permettre d'arrêter le détenteur d'une lime à ongle, s'il en est besoin), les peines d'emprisonnement prévues par la loi. Un autre décret encore institutionnalise la dénonciation puisque *«quiconque cache des renseignements concernant la sécurité del'Etat est passible de 41 à 540 jours de prison»*.

En fait, tous ces décrets transforment véritablement ce qui est pudiquement nommé *«état d'urgence»* en un état de siège sans nuances. Le droit de détention arbitraire est allongé de 5 à 20 jours ; la possibilité d'expulser un citoyen gênant est laissée aux autorités (il s'agit d'un véritable droit de bannissement) qui peuvent assigner à résidence dans le village de leur choix tout suspect de *«mauvaises intentions»*. C'est ainsi que 17 personnes, interpellées lors de la journée de la femme le 8 mars 1980, ont été véritablement déportées, suivies en mai de 37 manifestants du 1er mai.

La répression frappe aussi les minorités indiennes du Chili, et en particulier celle qui est la plus touchée par des conditions de santé, de malnutrition les plus atroces. Les Mapuche étaient déjà consignés dans une réserve et le gouvernement veut leur arracher les maigres terres collectives sur lesquelles ils survivent. Le décret-loi 2 568 prévoit en effet le partage et la distribution des terres appartenant à la collectivité, terres que même ... un non Mapuche pourra acquérir, si un seul membre de la réserve le demande !

Une aggravation de la répression dans les faits

Le nombre des détentions de Chiliens arrêtés en 1979 est éloquent : 1 058 à Santiago, 273 en province. Mais surtout les deux dernières années ont été les années des détentions massives. A l'occasion de toute manifestation, des centaines de personnes sont arrêtées : manifestations du 8 mars, du 1er mai, messe en hommage aux victimes de 1973 dont les corps ont été découverts à Longuen, en hommage à la chanteuse populaire disparue en 1980, Violetta Para, sont l'occasion pour la dictature d'arrêter, d'emprisonner, de bannir ou d'assigner à résidence.

La torture dont la pratique semblait avoir diminué en 1978, d'après les rapports de l'organisation des Etats américains a connu une sinistre recrudescence en 1979 et 1980.

«Quant aux libertés publiques» (on a envie de se demander lesquelles ?), elles se sont encore restreintes. Le journal *Hoy* a été suspendu soixante jours, les revues littéraires disparaissent aussitôt leur parution dont l'autorisation doit être demandée au chef de la zone de l'état d'urgence. Il est vrai qu'en 1973, on brûla des libres en place publique : *Souvenirs de Berlin 1933*, de *Fahrenheit 51*... Comme l'intelligentsia littéraire, l'université est frappée : étudiants expulsés, le professeur Manuel Sanhuya, juriste de renommée internationale, membre de l'Académie Internationale du droit à Strasbourg, directeur du département de l'Education démissionné pour appartenance au groupe des 24*.

Interdiction pour les médecins de se rassembler dans les hôpitaux... La liste des secteurs touchés par la répression ne cesse de s'allonger chaque année.

C'est que la résistance et l'opposition à la dictature non seulement n'ont pas été écrasées, ni même intimidées par la teneur mais trouvent chaque jour de nouveaux militants qui viennent remplacer leurs camarades «disparus», emprisonnés, torturés à mort.

** Le groupe des 24 : 24 intellectuels ont présenté un projet de contre-constitution à l'occasion du plébiscite du 11 décembre.* ■

Tortures à mort

Témoignage sur le cas du professeur Federico Renato Avarez Santibañez

Le 15 août 1979 à 5 heures, les carabiniers de la neuvième commission arrêtent et détiennent le professeur pendant que quinze «civils» investissent sa maison. Il fut transféré des carabiniers au CNI (Centre National d'Information). La dernière fois que l'on vit le professeur, il était dans un état terrible : il se tenait à peine debout, chancelait comme s'il allait à chaque instant tomber sur le sol. Il paraissait un automate et semblait avoir perdu la vie. Ses gardiens le soutenaient et l'emmenèrent dans un pénitencier, on ne sait lequel. A 23 heures, il était au poste central de Santiago. A 7 heures du matin, il était mort ; il avait subi 6 jours de tortures...

Jose Eduardo Jara Aravena

Mort le 2 août 1980, à la suite des tortures infligées par les détectives des Investigationes (baptisés pour la circonstance : «Commando vengeurs des martyrs» !) qui l'ont détenu pour le relâcher dans un état tel qu'il ne put survivre.

LES VICISSITUDES DES MEDIAS, DE GUTENBERG A L'ELECTRONIQUE

Mercredi 31 décembre à Toronto est mort Marshall Mac Luhan à 69 ans. Marshall Mac Luhan avait pu en quelques livres (1), et par de nombreux articles se faire reconnaître comme le père des théories de l'information et surtout le maître à penser des réflexions sur les médias. Il fut un des premiers à mettre l'accent sur l'importance gigantesque des moyens de communication.

MAC LUHAN tenta de montrer, à travers son œuvre, comment s'impose à l'histoire de l'humanité une sorte de mouvement de balancier marqué par la prépondérance d'un sens, prépondérance elle-même consécutive à l'avènement d'une nouvelle technologie de communication, d'un nouveau médium.

Il discernait ainsi dans les sociétés tribales, antérieures à l'alphabet phonétique, une représentation du monde marquée par les mythes et le caractère essentiellement auditif et tactile de la perception. Dans les sociétés antiques, avec l'alphabet, s'affirmera la grammaire qui elle-même façonnera une appréhension logique des choses, de plus en plus à l'écart de la représentation mythique du monde. L'alphabet apparaîtra aussi comme une technique de formulation des connaissances scientifiques et son usage va de pair avec la prééminence de la perception visuelle (qu'on peut illustrer à cette époque par la codification de l'espace euclidien, en 3 dimensions).

L'homme de la technique typographique

Il faudra pour autant attendre Gutenberg et l'imprimerie pour qu'apparaisse un homme nouveau dont la façon de penser se trouvera considérablement façonnée par les caractéristiques normatives de la technique typographique. Cet homme nouveau, il le caractérise par l'obsession cartésienne de la segmentation, de la quantification et de la causalité linéaire. C'est à cette époque qu'apparaîtra et se développera la statistique, les ambitions encyclopédiques et la mécanique newtonienne (2).

Mais Mac Luhan ne veut pas en rester à des considérations historiques, c'est une de ses originalités de mêler tout au long de ses textes des remarques d'actualité et des investigations sur le passé. En l'occurence, on serait même tenté de dire que les considérables références qu'il fait au passé n'ont d'autre objet que de fournir matière à étayer sa thèse sur la révolution engendrée par l'avènement des nouveaux médias, ceux de l'ère électronique.

Les nouveaux moyens de communication

Avec ces nouveaux moyens de communication (TV, télématique...), nous dit-il, nous allons progressivement basculer dans un monde de nouveau marqué par la prééminence de l'acoustique et où ce faisant réapparaîtra une appréhension globale et intégrale de l'univers. Ce choc de deux médias, de deux sens, expliquerait en fin de compte le désarroi de notre connaissance, partagée qu'elle serait entre l'espace homogène de Newton et l'espace courbe de l'ère Einsteinienne.

Après des siècles de principes uniformisateurs, émerge une technologie par essence décentralisatrice et pluraliste...

C'est naturellement cette dernière thèse qu'on a retenu dans les réflexions de Mac Luhan. On connaît à ce propos les pseudo-théories sur les sociétés informationnelles critiquées dans un précédent numéro de PLS. C'est effectivement ce qui pose problème chez Mac Luhan : d'un côté des réflexions qui, tout en procédant par énumération et accumulation d'éléments de connaissance (ce qu'il dénonce chez Descartes), parviennent à décrire de façon intéressante l'environnement dans lequel s'affirme un nouveau médium : l'imprimerie (3) ; de l'autre des considérations rapides et dangereuses présentées sous la forme de raccourcis provocateurs du type : *«Le médium c'est le message»* ou condensées dans des points points tels que : *«Après 2 500 ans d'asservissement de l'hémisphère droit de l'homme moderne (4) nous sommes à même de parvenir à une nouvelle compréhension plus intuitive du Tiers-Monde»*.

Finalement, et sans revenir sur l'utilisation qu'on fait aujourd'hui du discours électronique (informatique ou télématique !) la grande faiblesse de la pensée de Mac Luhan c'est d'envisager l'impact des médias sur l'existence sociale des hommes, sans simultanément appréhender ces médias comme résultant (conditionnés par) des rapports sociaux. De telle sorte qu'il oscille sans cesse entre une surévaluation du poids des médias, réduisant l'homme à un rôle d'apprenti-sorcier, et une vision optimiste du futur.

On pense à cet égard à toute une école intellectuelle américaine qui se prive des moyens d'appréhender l'avenir : on discerne les secteurs innovants de l'activité humaine, on les prend en compte comme facteurs déterminants et finalement on multiplie les scénarios sans trop savoir lequel choisir. C'est un peu l'aphorisme qu'on prête à Paul Valéry : *«L'avenir n'est plus ce qu'il était»*.

Richard DESGRAVES

«Le bilan» de Jean Ferrat

Son dernier disque datait de 1979. Sa dernière apparition sur scène de nettement plus longtemps. Jean Ferrat vient de sortir un dernier disque. Sur ce disque, il y a «Le bilan», dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

Le bilan, c'est celui de l'URSS.

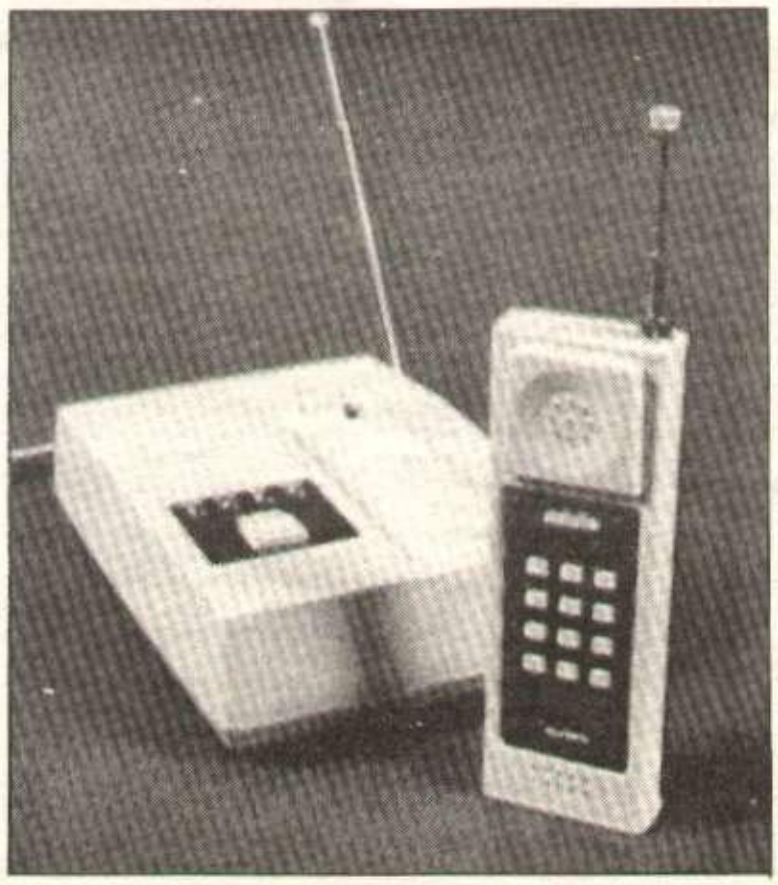
Interviewé par Antenne 2, Ferrat a précisé que sa critique visait surtout le stalinisme, que la situation n'était plus tout à fait la même aujourd'hui, malgré *«les problèmes de libertés individuelles et collectives»*. Et pourtant, le bilan ne saurait être positif : *«C'est un autre avenir qu'il faut qu'on réinvente»*.

Mais quand j'entends parler de «bilan» positif
Je ne peux m'empêcher de penser à quel prix
Et ces millions de morts qui forment le passif
C'est à eux qu'il faudrait demander leur avis
N'exigez pas de moi une âme de comptable
Pour chanter au présent ce siècle tragédie
Les acquis proposés comme dessous de table
Les cadavres passées en pertes et profits

Au nom de l'idéal qui nous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre aujourd'hui

C'est un autre avenir qu'il faut qu'on réinvente
Sans idole ou modèle pas à pas humblement
Sans vérité tracée sans lendemains qui chantent
Un bonheur inventé définitivement
Un avenir naissant d'un peu moins de souffrance
Avec nos yeux ouverts en grand sur le réel
Un avenir conduit par notre vigilance
Envers tous les pouvoirs de la terre et du ciel

Au nom de l'idéal qui nous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre aujourd'hui



1) Citons ses ouvrages les plus connus : La Galaxie Gutenberg *et* Pour comprendre les médias.

2) C'est également l'époque où Marx et Engels perçoivent la rupture avec la conception du monde des matérialistes dialecticiens de l'antiquité même si pour eux cette «rigidification» des objets imposée par la révolution galiléenne devait être considérée comme un mal nécéssaire et temporaire.

3) Ainsi par exemple quand il dit «sans traitement uniforme la délégation des fonctions et des tâches serait absolument impossible ; en conséquence il ne saurait être question de centralisation de populations par nation, comme ce fut le cas au lendemain de l'invention de l'imprimerie».

4) Selon certaines découvertes en neuro-pathologie sur lesquelles s'appuie Mac Luhan, l'hémisphère gauche du cerveau humain contrôlerait la pensée linéaire et le verbe (d'où son rôle prépondérant par l'invention de l'alphabet phonétique) ; l'hémisphère droit étant celui du global, de l'intégral et du simultané accoustique.

L'EX-DIRECTEUR DE RADIO 7 N'AVAIT PAS SU S'AUTOCENSURER

Radio 7, la radio des jeunes de la région parisienne a perdu son directeur : Patrick Meyer, à l'origine du projet de Radio 7, suivait depuis six mois l'existence de la dernière radio thématique créée par Radio France. Suite à l'interdiction de Coluche à l'antenne prononcée par la direction de la chaîne, Patrick Meyer, dénonçant la censure et faisant appel à la clause de conscience, donnait sa démission.

RADIO 7 fut créée par *Radio France* il y a moins d'un an. Tout en s'inscrivant dans le projet de créer des radios locales ou thématiques, *Radio 7* a sa spécificité. Tout d'abord elle est faite pour les jeunes.

Les jeunes, d'après un sondage paru dans le *Guide de l'étudiant*, lisent peu de journaux et désertent de plus en plus les écrans de télévision. De plus, les auditeurs des radios libres étant principalement des jeunes, il s'agissait, pour *Radio France*, de répondre à une certaine demande et de se situer dans le créneau ouvert par les radios libres. Jacqueline Baudrier, président-directeur-général de *Radio France*, expliquait en juin dernier : *«Nous ne voulons pas nous laisser déposséder de notre avenir. Nous ne devons pas laisser la place aux plus entreprenants, ni laisser s'installer l'anarchie»*. (Le Monde du 24 juin 1980).

L'anarchie serait, pour le gouvernement, de laisser les oreilles des jeunes fureter n'importe où.

On servit donc, en juin dernier aux jeunes parisiens, une radio différente des radios périphériques, à vocation apolitique, d'un style différent, sans publicité, avec une grande diversité de musique dans le coup.

Sur *Radio 7*, le ton se veut décontracté, les problèmes sont survolés et les jeunes sont avant tout neutres, tolérants, individualistes et ne manifestent aucun intérêt pour les grands débats. En bref, le reflet falsifié des jeunes qui nous y est présenté est celui de la *Bof génération*. A *Radio 7* on ignore la crise, il faut que l'auditeur oublie et se distraie. Les animateurs se défendent pourtant avec virulence de faire ce qui leur a été reproché au début : une radio de jeunes giscardiens. Et force est de constater que *Radio 7*, dans son ensemble, ne dérange pas.

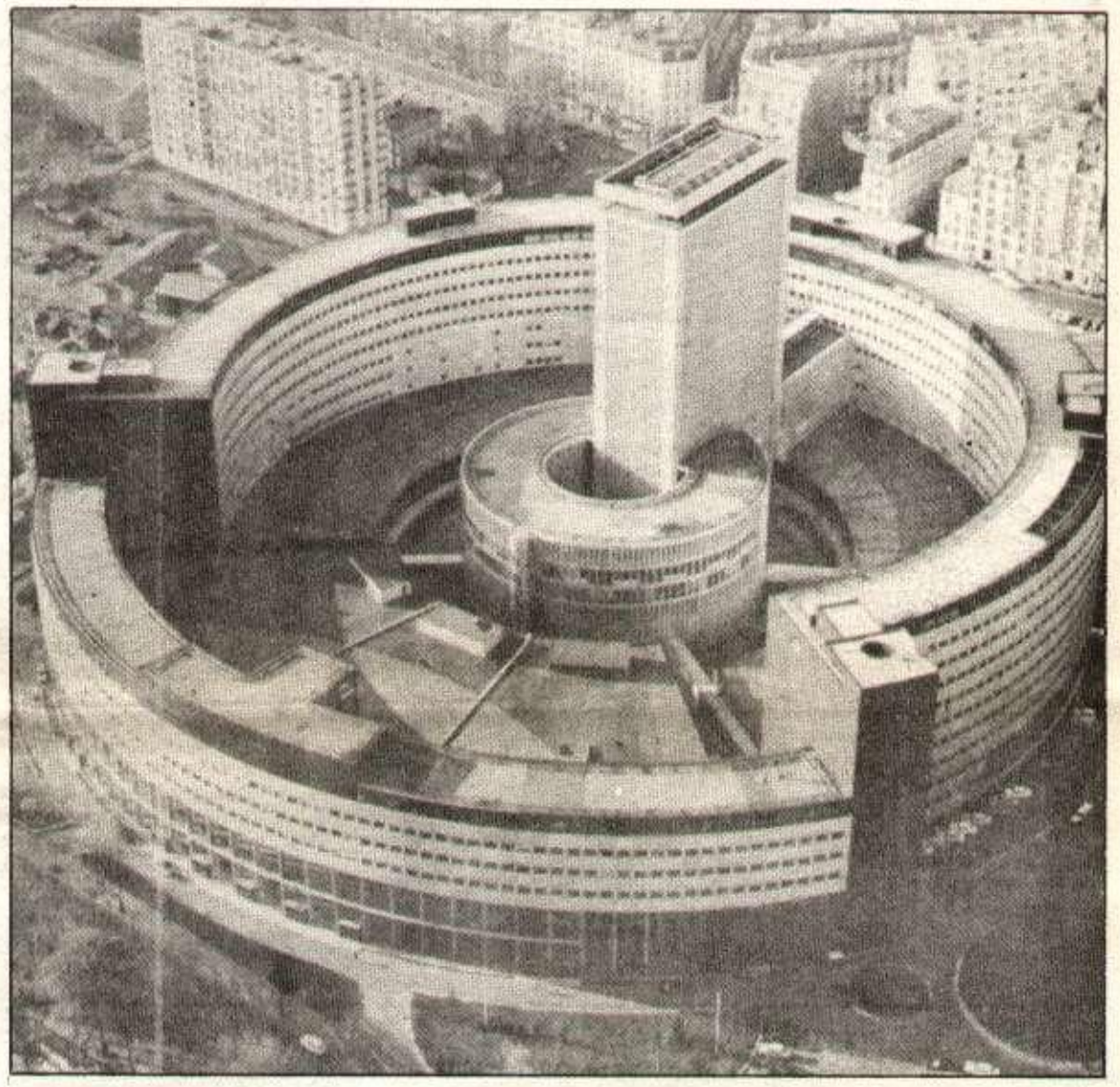
Les animateurs de *Radio 7*, interviewés il y a un mois* ne semblaient pas se plaindre de la censure. Mais le style d'invités habituellement reçus dans le studio ne porte pas matière à censure : des artistes et journalistes connus venant parler de cinéma, théâtre ou autre, venant faire partager leur passion.

Mais l'initiative d'inviter Coluche n'a pas plu. Il semblerait qu'à *Radio 7* il y a certaines limites à ne pas dépasser. On est supposé sentir le vent, ne pas déplaire, en somme s'autocensurer. Sinon la direction de *Radio France* s'en chargera.

Roger Gicquel disait dernièrement : *«On ne décide pas de ne pas parler de quelque chose, on n'y pense pas !»* Patrick Meyer n'aurait pas dû penser à inviter Coluche sur *Radio 7*.

Paule DELLEST

* Article dans *Rebelles* n° 24.



L'INSEE MENACÉ ?

Suite de la page 20

ayant une caution scientifique mais qui produirait les prévisions dont le gouvernement a besoin.

Des études annexes, moins politiques

Les syndicats de l'INSEE voient là un des éléments d'une réorganisation possible de l'Institut, après les présidentielles . L'INSEE se verrait dessaisi de tous les travaux ayant un contenu trop politique, les prévisions économiques en particulier qui seraient effectuées par des instituts mieux contrôlés par le pouvoir ; dans ce domaine, l'INSEE continuerait à gérer les modèles de prévision dont il dispose déjà (il faut en effet de lourds investissements en personnel et en informatique pour les réaliser) mais ces modèles seraient utilisés par d'autres : les instituts de prévisions privés, comme cela a déjà été fait par le BIPE pour le 8e plan.

Dans le même temps, des menaces pèsent sur les activités de diffusion de l'INSEE : avec le développement des banques de données informatiques, de nouvelles sources de profits apparaissent. Les sociétés de service en informatique (on refoule de la CISI) se disputent le marché ; parmi les données qu'elles commercialiseront, il y aura bien sûr de nombreux chiffres élaborés et fournis gratuitement à ces sociétés par l'INSEE comme le prévoit un premier projet de création de banque de données macro-économiques. Que dans ces conditions, l'INSEE continue à diffuser presque gratuitement ces mêmes informations dans ses observatoires économiques paraît peu probable. Il pourrait ne rester à terme de l'Institut que les activités de production statistique et gestion de fichiers administratifs, avec peut-être quelques études annexes peu dangereuses pour le pouvoir.

Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que la relative autonomie qu'avait l'INSEE n'est plus de mise et que le pouvoir, va chercher par tous les moyens à réduire ses missions.

(1) Un communiqué d'une association de statisticiens et économistes (DIES), à laquelle appartiennent de nombreux cadres de l'INSEE, annonçait en décembre que les diverses modifications apportées dernièrement aux modalités d'inscription des chômeurs dans les ANPE (radiation plus précoce, suppression du guichet unique...) conduisaient à sous-estimer l'augmentation du nombre de chômeurs d'environ 100 000 personnes.

Qu'est-ce que l'INSEE ?

L'INSEE est une des directions du ministère de l'Economie (dirigé par Monory), elle emploi environ 7 000 personnes répartis dans une trentaine d'établissements.

Ses activités sont diverses : gestion de fichiers administratifs (fichier électoral, fichier des personnes, fichier SIRENE des entreprises), collecte et exploitation de statistiques (recensement de la population, indice des prix de détail, enquêtes diverses sur les ménages et les entreprises, par exemple sur le chômage, la production...), études diverses à partir de ces statistiques (études de la structure de l'appareil productif du mode vie des ménages, sur les salaires...), synthèses et prévisions économiques (modèles économiques, participation aux travaux du Plan, études conjoncturelles, comptes de la nation...), diffusion de ces résultats (publications diverses, observations économiques à destination du public).

Si la grande masse du personnel, agents d'exécution travaillant dans les établissements régionaux, fait un travail de production statistique (chiffrement et saisie informatique des enquêtes), environ 15 % du personnel, principalement des cadres situés à la Direction Général participent à des travaux d'étude ou de prévision qui sont actuellement menacés.

Création d'un Institut d'Etudes et de Prévisions

L'INSEE MENACÉ ?

Résolument optimiste, au cours de son voyage en Aquitaine

Giscard accuse l'I.N.S.E.E. de réaliser des prévisions inexactes

EN BREF...

L'I.N.S.E.E. censurée

La consommation se ralentit en France

Une étude — censurée — de l'INSEE indique par ailleurs que la croissance ...

QUI CROIRE ?

Censure à l'INSEE

LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT EN ...

M. BARRE CONTESTE LES STATISTIQUES

Edmond Malinvaud : l'INSEE favorisera le pluralisme

"C'est une plaisanterie : il ne s'agit que d'un scénario" s'insurge R. Monory

Faut-il brûler l'I.N.S.E.E. ? LE FIGARO

Après M. Barre, le C.N.P.F. conteste à son tour les statistiques offici...

Selon les experts de l'I.N.S.E.E.

Notre avenir dans cinq ans

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'INSEE répliquent aux critiques de M. Barre

25 JUIN 1980

ecteur de l'INSEE contredit Giscard

Publié par «Liaison-Action-CGT», bulletin d'information du syndicat national de l'INSEE — juin 1980 —

A la fin de l'année 1980, un article dans le *Canard Enchainé*, des entrefilets dans la presse, annonçaient la création d'un institut de prévision économique confié à J.M. Jeanneney. Cette information était ensuite confirmée officiellement lors de la présentation du budget du Ministère de l'Economie à l'Assemblée.

Cette information ne mériterait pas que l'on s'y attarde —des instituts de prévision, il en existe déjà un certain nombre ayant un écho très limité— si l'on ne sentait derrière la grosse patte de Barre et sa volonté de s'attaquer à l'INSEE.

Par Alain MOUTET

DEPUIS plus d'un an, il est clair que l'INSEE est dans le colimateur du gouvernement. Barre, en particulier, s'est distingué par une série de déclarations, notamment une interview accordée au *Progrès de Lyon*, en avril, dans laquelle il expliquait que les staticiens de l'INSEE auraient tout intérêt à être plus modestes et à ne pas se mêler de prévisions, le passé récent montrant suffisamment, d'après lui, leur incapacité dans ce domaine. Et Barre n'est pas le seul : Giscard, Monory, le CNPF, entre autres, y sont allés de leur couplet, de même que des articles dans la presse patronale fustigeant la «sinistrose» qui aurait gagné la majeure partie du personnel de l'INSEE...

Bref, il était clair que quelque chose se tramait contre l'Institut. Il faut dire que tous ces gens ont leurs bonnes raisons : les statistiques, même officielles, ne peuvent masquer la crise. L'indice des prix de l'INSEE montre clairement que Barre et Monory ont échoué lorsqu'ils prétendaient lutter contre l'inflation.

Même manipulées (1), les statistiques de chômage continuent de progresser. L'année 1980 a ainsi été ponctuée d'une série de déclarations lénifiantes du gouvernement (tout allait s'arranger, la politique menée portait ses fruits) contredites immédiatement par des chiffres que publiait l'INSEE. Cette situation ne pouvait durer, il fallait faire taire cette voix devenue gênante.

Censure...

Le premier moyen, bien sûr, c'est la censure. Dans le numéro d'avril de la revue de l'INSEE *Economie et Statistique* devait paraître un article indiquant les principales conclusions d'une étude menée sur les perspectives de l'économie française en 1985 (production, emploi...). Les conclusions de l'étude étaient plutôt pessimistes sur l'évolution de l'emploi, l'article fut donc supprimé. L'affaire fit à l'époque un certain bruit, les syndicats CGT et CFDT s'étant chargés de faire parvenir l'article censuré à la presse et les résultats de cette étude eurent ainsi plus de publicité qu'ils n'en auraient eu normalement. L'autocensure est moins voyante mais plus efficace, toute publication est soigneusement passée au peigne fin par la hiérarchie, un chiffre susceptible d'être repris par les médias est discuté, revérifié à chaque niveau ; on comprend que cela puisse décourager. Malgré cela, une certaine prétention à l'«objectivité scientifique» s'oppose aux manipulations les plus ouvertes du pouvoir.

... et relativisation des résultats

Des mesures plus importantes s'imposaient donc. Début 1979 sortait un rapport sur l'Information Economique et Sociale (rapport Lenoir) à la demande du président de la République. Dans le domaine de la prévision économique, il y a en France un quasi-monopole de l'administration (INSEE et Direction de la Prévision). Le rapport Lenoir concluait qu'il fallait briser ce monopole en favorisant (avec des subventions bien sûr) l'éclosion de plusieurs instituts de prévision concurrents. L'idée est simple : plusieurs instituts, utilisant des hypothèses différentes, arriveraient certainement à des prévisions différentes ce qui permet de relativiser ce qu'ils disent ; en plus, ce ne serait plus un institut gouvernemental qui s'exprimerait mais des instituts privés qui n'engagent qu'eux mêmes. Un tel système fonctionne en Allemagne.

Déjà pour la préparation du 8e plan, il n'y a eu aucun chiffrage officiel des résultats auxquels pourraient conduire les orientations choisies : le gouvernement ne voulait pas prendre la responsabilité de prévisions quant aux effets de la politique économique qu'il pourrait mener. Mais comme on ne peut pas faire de la planification sans base chiffrée, c'est un organisme privé (le BIPE) qui a fait ces prévisions (en utilisant d'ailleurs les modèles de l'INSEE).

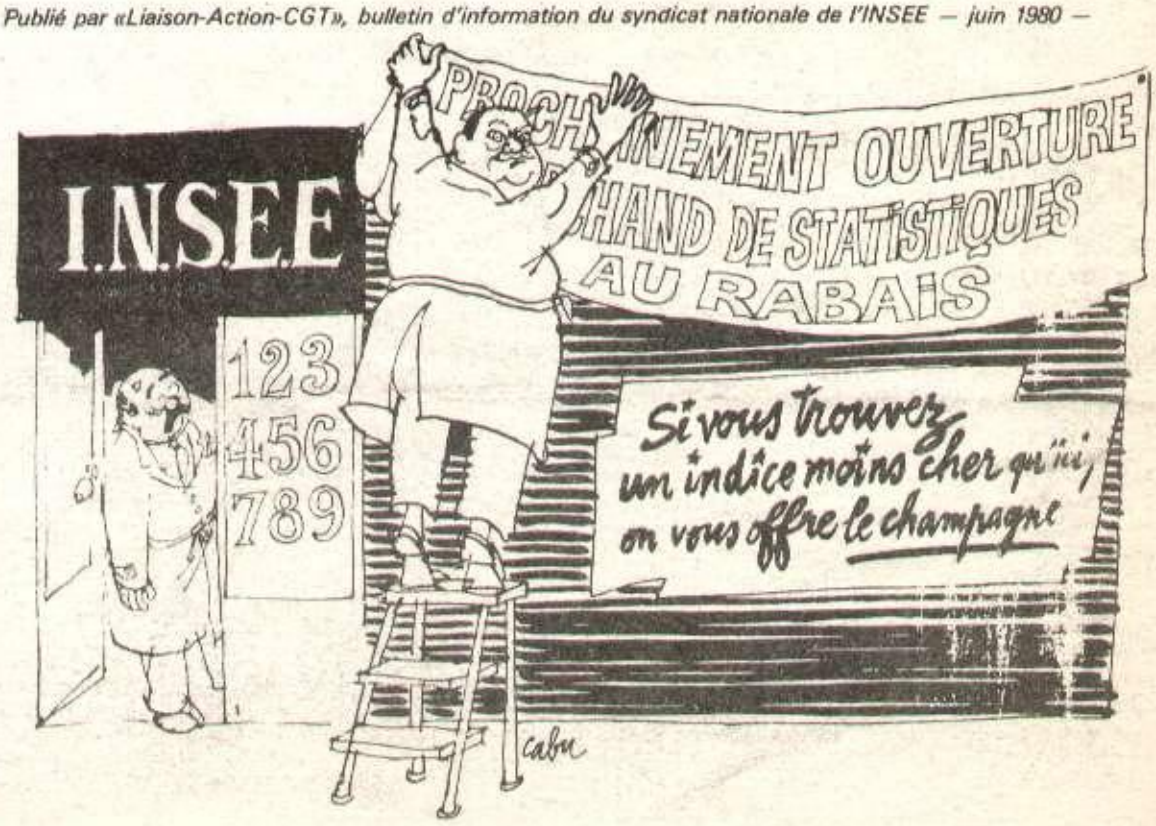
Le rapport Lenoir envisageait d'aider trois instituts de prévision un institut patronal (REXECO), un institut universitaire (GAMMA) et un institut syndical à créer. Depuis, l'institut syndical a été abandonné (principalement à cause de l'hostilité de la CGT à un tel projet). Les patrons ne semblent pas non plus prêts à donner plus de moyens à leur institut... L'affaire semblait tombée à l'eau.

Les prévisions dont le gouvernement a besoin

La création de l'Institut Jeanneney vient nous rappeler que les projets initiaux sont loin d'être abandonnés, au contraire. En apparence, il s'agit là uniquement de la création d'un institut universitaire, rattaché à la fondation nationale des sciences politiques. Mais cet institut devrait disposer rapidement de subventions importantes venant des services du premier ministre lui permettant d'employer environ 60 personnes dont moitié de chercheurs.

En fait, l'objectif est de monter un institut de prévision bien docile : son président, nommé après avis du premier ministre, devra donner son accord avant toute publication. Par ailleurs, l'institut aura un accès garanti aux données provenant de tous les ministères et si les bruits indiquant qu'il doit intégrer l'institut GAMMA dépendant de Paris X se confirment, il disposerait déjà de bases de données, de modèles, et de liens préférentiels avec la CISI, géant mondial parmi les sociétés de service en informatique.

Derrière toute l'affaire, il y a la volonté de Barre ; organisme

SUITE PAGE 19

Publié par «Liaison-Action-CGT», bulletin d'information du syndicat nationale de l'INSEE — juin 1980 —